THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 77 Février 2018

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

Obsession relance

Mohamed Choucair

Le pays entier réclame, espère, une relance économique. Le marasme a déjà trop duré, avec son lot d'arrêts d'activités, de chômage et d'émigration pour motif économique. Une solution s'impose au plus tôt.

Le gouvernement a préparé un programme de grands travaux évalué à 16 milliards de dollars à investir en 15 ans, voire même sur une plus courte période. Il a également sollicité l'expertise du consultant international Mackenzie pour établir un programme de relance.

Il ne s'agit pas, comme certains le pensent, d'établir un plan quinquennal. « Pourquoi ? Est-ce que le communisme est de retour ? » dirait Rafic El Hariri. C'est vrai, la logique de plan - ensemble de dispositions sectorielles ou multisectorielles centralisées - a disparu par inaptitude à s'adapter aux lois du marché.

Il ne s'agit pas non plus de déterminer, en fonction de ses avantages compétitifs, la « mission économique » du Liban. C'est le rôle du marché.

On se souvient des projets réalisés par Monitor dans les années 1990, Booz & Co en 2010 et de beaucoup d'autres restés dans les tiroirs de l'administration. On a entendu dire que Mackenzie se contenterait de ressusciter et d'actualiser l'un de ces projets. Nous prenons la critique comme un compliment. Notre vœu le plus cher est que Mackenzie capitalise sur l'ensemble de ces projets, en particulier ceux élaborés par des experts libanais, pour définir les mesures qui permettront de recréer un environnement favorable à l'investissement.

La relance grecque vers un développement inclusif

On connaît la crise que la Grèce traverse depuis 2010 marquée par un endettement massif, la menace d'un défaut de paiement, la fermeture d'usines, la montée du chômage, l'effondrement de la propriété foncière…

Le gouvernement grec a eu ▶▶

p5. Chômage, inégalités et paupérisation en marche

p7. Roger Nasnas, ex-président du CES à l'honneur

p11. Une loi pour protéger le secteur de la grande distribution

p13. L'immense peintre Wajih Nahlé

p17. Une Arabie saoudite en pleine mutation

p19. Rétrospective 2017: une année bien remplie pour la CCFL

p23. China Silk Road gets through Tripoli

p25. Bassil from Saida: Business opportunities in the oil sector

p29. «SmartEx» 2018 launch at CCIA-BML

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

le courage d'adopter en juin 2016 la loi 4399 établissant le « cadre institutionnel destiné à l'encouragement de l'investissement en vue du développement économique et régional ».

Très vite, les anticipations favorables ont joué, le chômage a commencé à se résorber et les projets d'investissement à naître de toute part. Une politique d'exemptions et de taux assistés à l'investissement a été mise en place, ainsi que des dons pour susciter l'investissement dans les îles. À peine l'État a-t-il eu le temps d'entamer la procédure que les entreprises ont réactivé leur production, se sont remises à embaucher et à renouveler leur matériel.

Le miracle portugais

En 2009, l'arrivée de la crise mondiale en Europe a frappé le Portugal de plein fouet. Partenaire de la zone-euro, il ne bénéficiait pas d'une productivité suffisante pour résister à la tempête économique. Le chômage est monté à 17% en 2010, le déficit public a atteint le double de la norme admise par Maastricht - soit 6% du PIB -, 4 000 entreprises ont débrayé en 2011. Entre 2010 et 2014, un million de Portugais ont émigré, et parmi eux 250 000 jeunes très qualifiés. En 2014, la propriété foncière était à la moitié de sa valeur.

L'Union européenne est venue au secours du pays mais lui a imposé des conditions draconiennes : la semaine de 40 heures au lieu de 35, une réduction – à hauteur de 30 000 employés - des effectifs de l'administration, le gel des salaires et du SMIG, une limite de 3% de la hausse pour les produits de première nécessité et l'accélération des privatisations. Le Portugal a pu honorer ses dettes, mais l'économie ne s'est pas améliorée pour autant.

En 2015, le nouveau gouvernement décide la fin de l'austérité. D'autant plus qu'elle n'a pas donné de résultats en cinq ans. L'heure est à une politique alternative tout en maintenant la rigueur dans les finances publiques. La semaine de 35 heures est rétablie, le retard des salaires partiellement compensé, les salaires et les prix libérés. La confiance est de retour, les dépenses de consommation augmentent sensiblement, l'offre ne tarde pas à suivre.

En 2016, le Portugal assiste à un retour de l'investissement de toutes parts ; Chinois, Espagnols, Européens, Africains… Le prix du bâtiment est très attractif et les sociétés attirent de nouveaux actionnaires. En 2017, le chômage tombe à 8% et le déficit du Budget à 1,9% consolidant la reprise économique.

Quid du Liban

Une politique de relance est-elle possible en l'absence d'une flexibilité monétaire ? Apparemment oui. La Grèce et le Portugal, pays européens les plus proches du Liban, ont assuré leur relance malgré la rigidité de la zone euro dont ils font partie.

La vraie question est la suivante : Qu'est-ce qui entrave la productivité des entreprises ?

Dans une économie de marché, ces entraves n'existent que si on les crée.

INDEX

En français

p3. Actu du mois
p5. Chômage, inégalités et paupérisation en marche
p7. Roger Nasnas, ex-président du CES à l'honneur
p9. La contribution du Conseil économique et social à la décision politique
p11. À quand une loi pour réguler et protéger le secteur de la grande distribution ?
p13. L'immense peintre Wajih Nahlé raconté par son ami Mohammad Lamaa
p15. Le coworking en plein boom à Beyrouth
p17. Une Arabie saoudite en pleine mutation
p19. Rétrospective 2017 : une année bien remplie pour la CCFL

In English

p23. China Silk Road gets through Tripoli
p25. Bassil from Saida: Priority for creating appropriate business opportunities in the oil sector
p27. "Sustainable Agricultural Development" at the Chamber of Saida and the South
p29. «SmartEx» 2018 launch at CCIA-BML
p31. Customs Administration improving its performance
p33. FAMILY BUSINESSES: The road to succession

p35. Lebanon in Figures | **p37.** Upcoming Trainings | **p38.** Conferences | **p38.** Business Opportunities | **p39.** Exhibitions

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Mohammad Choucair succède à Adnane Kassar à la tête des organismes économiques

Le président de la Fédération des chambres libanaises de commerce, Mohamed Choucair, a été nommé le 26 janvier dernier à la tête des organismes économiques, une organisation patronale instituée il y a plusieurs années et dirigée jusqu'ici par Adnane Kassar, président du groupe Fransabank, qui a notamment été ministre de l'Économie et du Commerce entre 2004 et 2005. Lors d'une réunion qui s'est tenue au siège de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban (CCIAB), les membres des organismes économiques ont confirmé leur soutien à la décision d'Adnan Kassar de désigner Mohamed Choucair comme candidat à sa succession. Ce dernier a pour sa part annoncé la nomination du président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas, au poste de secrétaire général des OE. Adnan Kassar a quant à lui été nommé président d'honneur de l'organisation. Le nouveau président des OE s'est engagé à continuer de défendre les intérêts du secteur privé. Notez que les organismes économiques rassemblent des représentants de plusieurs organisations professionnelles comme l'Association des commerçants de Beyrouth, l'Association des banques du Liban, l'Association des industriels du Liban, l'Union des syndicats touristiques ou encore l'Association libanaise de la franchise. Les OE s'étaient notamment mobilisés en 2017 contre le projet de loi – finalement adopté en octobre dernier – contenant les mesures fiscales destinées à financer l'augmentation de la grille des salaires entrée en vigueur cet été.

Le Premier ministre honore Adnan Kassar autour d'un déjeuner

Le président du conseil des ministres, Saad Hariri, a offert un déjeuner le 29 janvier dernier au Grand Sérail en l'honneur de l'ancien président des organismes économiques, Adnan Kassar. Les anciens premiers ministres Fouad Siniora et Tamam Salam, les ministres Ali Hassan Khalil, Raed Khoury, Michel Pharaon, Melhem Riachi, Jean Ogassapian, Mohammad Machnouk, Jamal Jarrah, Mouin Merhebi, Yaccoub Sarraf et Nicolas Tueini, l'ancien ministre Walid Daouk et un grand nombre de députés, d'ambassadeurs et de responsables économiques et bancaires y ont assisté. « Nous sommes ici aujourd'hui pour honorer notre cher ami Adnan Kassar qui a consacré sa vie à servir son pays et à élever le nom du Liban partout dans le monde durant sa carrière et ses postes occupés dans la région et à l'international. Lorsque le Premier ministre martyr Rafic Hariri nous rassemblait dans la salle des fêtes à Koraitem ou au Sérail, il y avait toujours un siège pour Adnan Kassar à la table principale. Et aujourd'hui, nous ne pouvons pas mentionner l'expression « organismes économiques » sans mentionner son nom. Adnan Kassar a cru en le Liban et en les capacités de sa jeunesse dans les bons et mauvais moments. Il a contribué à renforcer la crédibilité du secteur privé libanais et a toujours souligné le rôle de ce secteur en tant que soutien et apport complémentaire au secteur public. (…) Il a toujours cru que le secteur privé libanais, avec ses grandes capacités, est le principal moteur de la croissance et de la création d'emplois », a déclaré Saad Hariri. « Je veux saisir cette occasion pour dire que le secteur privé a aujourd'hui d'importantes possibilités grâce à sa participation au programme d'investissements dans l'infrastructure que nous présenterons bientôt. Ce programme est principalement conçu pour une infrastructure moderne capable d'accompagner vos investissements et vos ambitions. Les organismes économiques sont l'épine dorsale de l'économie libanaise. Ils ont été et seront toujours une référence clé sur laquelle nous nous appuyons dans les décisions prises au niveau national. Nous voulons que le Liban soit à l'image des instances économiques et de leur dynamisme. Nous voulons que le Liban vous ressemble et nous voulons un secteur public qui vous ressemble (…). Et je dis à mon ami, le nouveau président des organismes économiques Mohamed Choucair, que vous êtes à la hauteur de cette responsabilité », a poursuivi le Premier ministre. « En honorant le « Président » aujourd'hui, nous honorons tout le Liban. (…) Je dis à mon ami Adnan Kassar que l'honorer ne signifie pas qu'il part à la retraite puisqu'il est le président honoraire permanent des organismes économiques au Liban », a-t-il conclu.

Rencontre avec l'Union culturelle libanaise mondiale

Une délégation de l'Union culturelle libanaise mondiale (ULCM) dirigée par le Consul Ramzi Haydar a été l'hôte du président de la Fédération des chambres de commerce libanaises le 4 janvier dernier. Durant cette rencontre, ont été discutés le développement des relations entre l'ULCM et la Fédération des chambres libanaises ainsi que l'établissement d'un bon cadre et d'une vision permettant le renforcement et la coopération entre les résidents libanais et la diaspora, notamment dans le domaine

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

de l'investissement. Dans ce contexte, Mohamed Choucair a fait référence au projet que la Chambre construit pour créer un réseau de communication et de coopération entre les hommes d'affaires libanais dans les pays de migration. Il a par ailleurs fait part de son optimisme quant à la situation économique qui prévaut actuellement au Liban qui devrait selon lui encourager les expatriés à investir davantage dans leur pays d'origine. « Le gouvernement et le ministère des Finances ont assuré les instances économiques de leur détermination à réviser le système fiscal au Liban et l'adoption d'une loi pour protéger l'investissement, en plus de mettre à jour la loi sur la promotion des investissements », a déclaré Mohamed Choucair. De son coté, Ramzi Haydar a applaudi le dynamisme et les efforts du président de la Fédération des chambres pour servir l'économie nationale et a souligné l'importance de développer la coopération avec la Chambre de Beyrouth et le Mont-Liban afin de servir les intérêts des expatriés libanais dans le cadre de l'ULCM. « Certaines crises internes ont été exportées vers le monde de l'expatriation, ce qui a permis à certains de s'exprimer dans leurs propres directions et en dehors du cadre de l'Union », a ajouté le consul. Il a confirmé que « l'expatrié libanais est la fierté du Liban à l'étranger » et a expliqué sa vision d'une meilleure relation entre les expatriés et le Liban : « Nous essayons d'établir un bon cadre et de formuler des visions qui préservent l'expatriation libanaise. Notre rôle, notamment dans la transformation et le développement de leurs communautés, est d'accroître leur contribution aux politiques de développement dans leurs pays d'accueil et aux plans, projets et programmes de développement humain, économique et social dans leur pays d'origine », a expliqué Ramzi Haydar. « Nous souhaitons les encourager à investir mais aussi à développer des programmes visant à préserver l'identité et le patrimoine libanais », a-t-il conclu.

Michel Aoun accueille les membres du Bureau du CES

Le président de la République a accueilli le 5 janvier au Palais présidentiel de Baabda les membres de l'organe administratif du Conseil économique et social. Cette réunion s'est notamment tenue en présence de Charles Arbid, président fraîchement élu à la tête du CES, et Mohamed Choucair, président de la Fédération des chambres de commerce libanaises.

Moody's anticipe près de 3% de croissance au Liban en 2018

La prévision de croissance de Moody's est plus optimiste que celle anticipée par la Banque mondiale quelques jours auparavant. En effet l'agence de notation américaine a affirmé s'attendre à ce que le PIB libanais affiche une croissance de 2,8% en 2018, dans son rapport daté du 16 janvier sur les perspectives économiques pour l'année en cours dans les pays du Levant et d'Afrique du Nord. Une prévision en légère baisse par rapport à celle précédemment effectuée par l'agence, laquelle tablait jusqu'ici sur une croissance de 3%, mais qui reste plus élevée que les 2,2% annoncés par la Banque mondiale, il y a moins d'une semaine. Cette dernière avait en outre estimé que le PIB libanais avait affiché une croissance de 2% en 2017.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Chômage, inégalités et paupérisation en marche

Bachir el Khoury

La situation socioéconomique de la population résidente est de plus en plus inquiétante : 75% des réfugiés vivent désormais sous le seuil de pauvreté, contre 33% des Libanais – soit près de 2,4 millions de personnes au total, sur 5,5 millions de résidents - tandis que le taux de chômage dépasse les 50% dans certaines régions du pays. De vraies bombes à retardement, que seule une stratégie locale inclusive, soutenue par la communauté internationale, pourrait juguler.

Alors que la stabilité politique reste assez fragile dans le pays, comme en a témoigné la démission surprise en novembre dernier du Premier ministre Saad Hariri, la situation socioéconomique des Libanais et des réfugiés syriens et palestiniens ne cesse de se dégrader. Selon un rapport récent de la Banque mondiale, 53% de la population du Liban-Nord est inactive, tandis que 85% des salariés sont employés dans le secteur informel. En parallèle, 36% de la population de cette région vit sous le seuil de pauvreté.

Au niveau des inégalités, le paysage n'est pas moins sombre : à l'échelle nationale, les 1% les plus riches captent 40% des richesses du pays, selon une étude du Laboratoire sur les inégalités mondiales.

Les réfugiés syriens ne sont pas à l'abri de cette tendance croissante et inquiétante : plus d'une famille sur deux vit désormais en situation d'extrême pauvreté, d'après l'ONU.

53% de chômage dans le Nord

Au niveau de l'emploi, la situation n'a cessé de se dégrader depuis le début du conflit syrien. Selon le FMI, le chômage aurait en effet doublé entre 2011 et 2014 pour atteindre 20% de la population active. Ce taux s'est amplifié davantage au cours des trois dernières années, tandis que les facteurs structurels combinés aux conjoncturels ont propulsé le chômage à des niveaux très inquiétants dans certaines régions. C'est le cas, par exemple, du Liban-Nord, où 53 % des personnes âgées de plus de 15 ans ne travaillent pas et ne sont même pas à la recherche d'un emploi, selon un rapport de la Banque mondiale publié en octobre dernier. Ce fort taux d'inactivité s'explique essentiellement par la très faible participation des femmes et des jeunes au marché du travail. Une autre réalité révélée par l'enquête : la prédominance du travail informel qui touche 85% des salariés du Liban-Nord. L'ampleur du phénomène illustre le niveau de précarité de la population et reflète les faibles opportunités existantes dans le secteur formel. Selon l'institution, la région doit ainsi créer environ 8 000 emplois par an d'ici à 2025 pour accompagner la croissance estimée de la population active, due à la croissance démographique. Pour atteindre cet objectif, le rapport recommande de soutenir les PME et les entrepreneurs et de mettre en place des projets favorisant la création d'emplois durables dans certains secteurs, comme la culture de la pomme de terre et la gestion des déchets et

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

du recyclage, tout en renforçant la situation stratégique de la région pour lui permettre de jouer un rôle central dans la reconstruction de la Syrie.

Le Liban-Nord n'est toutefois pas la seule région atteinte par ce phénomène ; dans la Bekaa, le Sud et les banlieues de la capitale, le taux de chômage ou d'inactivité poursuit son ascension, sous le double effet d'une faible croissance économique et d'une plus forte concurrence sur le marché.

Le taux de pauvreté dépasse 30%

Parallèlement à cette hausse du chômage, notamment parmi les jeunes, le taux de pauvreté continue également de grimper. Le nombre de personnes confrontées à une situation d'extrême indigence a ainsi augmenté de 66% entre 2011 et 2015, selon l'ONG Oxfam, tandis que le FMI estime à 150 000 le nombre de personnes ayant basculé sous le seuil de pauvreté entre 2011 et 2014. Désormais, les estimations tablent sur un taux de pauvreté global de plus de 30% à l'échelle nationale, contre 25% il y a dix ans. Face à l'absence d'une stratégie étatique pour contrer ce phénomène rampant, des initiatives privées continuent d'émerger, dont celle de la « Lebanese Food Bank ». En 2015, la banque - dont l'ultime objectif est de réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2025 - a distribué 177 000 plats à travers le pays, dont 64 000 provenant de soirées de mariages. Aussi louables soient-elles, ces initiatives restent toutefois assez orphelines face à l'ampleur du phénomène dont l'endiguement passe inéluctablement par une forte croissance économique couplée à une réelle politique redistributive et des filets de protection très ciblés.

Le Liban parmi les pays les plus inégalitaires au monde

Mais le plus inquiétant parmi ces indicateurs en nette dégradation figure au chapitre des inégalités. Le pays est désormais parmi les plus inégalitaires à l'échelle planétaire, selon une étude récente du Laboratoire sur les inégalités mondiales. Le Liban arrive en effet au 129e rang parmi 141 pays. Dans les détails, les 1% les plus riches de la population captent 23% du revenu national et détiennent 40% des richesses. Entre 2005 et 2014, les 10% les plus riches de la population ont quant à eux perçu, en moyenne, 56% du revenu national généré sur la période, tandis que les 50% les plus « pauvres », soit plus d'un million et demi de personnes, se partageaient la moitié des revenus du top 1%. La concentration est encore plus criante lorsqu'on s'intéresse aux 0,1% les plus riches. À eux seuls, ces quelque 3 000 individus au sommet de l'échelle ont perçu des revenus équivalents à ceux des 50% les plus pauvres !

Le degré de concentration des revenus est encore plus saisissant lorsqu'on le compare à un pays comme la France. Le revenu annuel moyen d'un habitant du Liban faisant partie des 1% et 0,1% les plus riches, soit 334 163 euros et 2,6 millions d'euros respectivement en 2014, est quasiment similaire à celui d'un résident français de même catégorie. En revanche, avec 8,5 millions d'euros de revenus moyens par an, les 0,01% les plus riches au Liban sont deux fois mieux lotis que leurs semblables français. Enfin, la quarantaine d'individus du top 0,001%, qui génèrent en moyenne 47 millions d'euros par an au Liban, ont un revenu trois fois plus élevé que leurs pairs en France. Dans les tranches inférieures de la société, les revenus des Libanais sont quant à eux largement inférieurs à ceux des Français des mêmes catégories !

Les déséquilibres sont encore plus flagrants concernant la répartition du patrimoine – incluant tous les actifs financiers ou non financiers détenus par les ménages, soustraits de leurs dettes. Les 10% et 1% les plus riches de la population adulte libanaise ont ainsi concentré respectivement entre 2005 et 2014 près de 70% et 40% du total des richesses patrimoniales personnelles au Liban. Des niveaux substantiellement plus élevés qu'en Chine et en France, et légèrement supérieurs à ceux de la Russie et des États-Unis.

75% des réfugiés syriens en-dessous du seuil de pauvreté

Du côté des réfugiés, la situation n'est point moins sombre et est de plus en plus précaire, selon l'ONU. En 2017, quelque 58% des familles syriennes ont vécu avec moins de 2,87 dollars par jour et par personne - soit le seuil d'extrême pauvreté. Le nombre de famille vivant sous le « seuil de pauvreté », fixé, lui, à 3,84 dollars par personne et par jour, a lui aussi augmenté de 7%. Ainsi, plus des trois-quarts des ménages syriens réfugiés au Liban vivaient sous ce seuil en 2017. Le nombre de foyers s'étant endettés pour payer leur nourriture, soins médicaux ou loyer s'est élevé, quant à lui, à 87% l'an dernier.

Enfin, le chômage parmi les réfugiés palestiniens ne cesse d'augmenter, notamment chez les jeunes. Selon une récente étude à ce sujet, 44% des 15-19 ans sont sans emploi, contre 29% pour les jeunes âgés entre 20 et 29 ans.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Roger Nasnas, ex-président du CES à l'honneur

Mohamed Choucair, président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban et de la Fédération des chambres de commerce, a organisé un déjeuner en l'honneur de Roger Nasnas, président sortant du Conseil économique et social, en présence du Premier ministre Saad el Hariri et de son successeur Charles Arbid.

Dans son allocution, Mohamed Choucair a salué la présence du Premier ministre à la Chambre rappelant la grande place qu'il occupe dans le cœur des Libanais que les derniers évènements ont révélé sans équivoque possible. Il a retracé les réalisations accomplies par le gouvernement au cours de l'année passée, dont la mise en route des contrats d'exploitation du pétrole et du gaz, la promulgation de la loi sur le partenariat entre le secteur public et le secteur privé, le vote du budget pour la première fois depuis 12 ans ou encore la série de nominations effectuées.

Mohamed Choucair a fait l'éloge de Roger Nasnas, le président sortant du CES, et de son endurance à expédier les affaires courantes durant ses 15 années à la tête du Conseil économique et social. Ce conseil constitue une institution des plus utiles au Liban. Nasnas n'a épargné aucun effort, à tous les niveaux, que ce soit sur les plans interne et externe. Sa dernière réalisation, et non des moindres, fut la rédaction en 2016 du livre intitulé Le Liban de demain, vers un développement économique et social.

« Aujourd'hui, le Conseil économique et social est entre de bonnes mains. Je n'ai pas de doute que la nouvelle assemblée sous la direction de son nouveau président Charles Arbid va permettre au CES d'accomplir sa mission dans les

Mohamed Choucair, Roger Nasnas, PM Saad El Hariri et Charles Arbid.

meilleures conditions », a déclaré Mohamed Choucair.

S'adressant au Premier ministre, le président de la Fédération des chambres de commerce libanaises a exprimé le souhait de voir le budget 2018 inclure de véritables réformes, en vue d'accompagner la hausse des impôts et des taxes et d'assurer l'accession du Liban au rang des pays avancés.

Charles Arbid est revenu sur son parcours dans les organisations économiques et s'est dit flatté de les représenter au CES. Il a toutefois rappelé qu'en tant que président du CES, il représente aussi les professions libérales, les syndicats de travailleurs et les organisations de la société civile « Nous sommes tous des ouvriers au service du Liban », a-t-il lancé. « Au Président Choucair je voudrais dire que nous avons coopéré longtemps ensemble, nous allons collaborer au CES, votre présence parmi nous est un soutien considérable », a-t-il poursuivi.

S'adressant à Roger Nasnas, il a affirmé : « C'est vous qui avez mis la première pierre à l'édifice du CES, et vous avez été tout ce temps le gardien du temple. C'est grâce à vous que le CES a surmonté tous les défis, au prix de pénibles efforts, et j'ai l'honneur aujourd'hui de prendre votre relève. Je souhaite que nous soyons toujours proches et que je puisse profiter de votre longue expérience ».

S'adressant ensuite au Premier ministre, Charles Arbid a déclaré: «Les derniers événements ont prouvé que vous êtes un pilier essentiel de la vie nationale. L'économie a besoin de vous et le CES voudrait se tenir à vos côtés. Le CES a besoin d'un appui moral que les

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

trois présidents nous ont prodigué, mais l'essentiel de son travail se fait avec le conseil des ministres, et c'est avec lui que nous pourrons entreprendre notre action au service du pays. Nous allons coopérer à l'étude économique commanditée par l'État pour les cinq prochaines années. Nous donnerons notre avis en toute transparence et nous ferons notre possible pour que le programme qui en découle soit un succès ».

Roger Nasnas a salué la clarté et la mesure dont fait toujours preuve Saad Hariri et son attachement au dialogue qui est le garant du progrès. Il a également remercié les trois présidents pour la relance du CES et la poursuite de sa mission depuis 15 ans. Il a exprimé sa profonde estime pour Mohamed Choucair, sa parfaite gouvernance et son engagement pour l'économie du pays. Roger Nasnas a salué l'action des organisations économiques et syndicales présentes et en particulier celle de l'ancien ministre Adnan Kassar. Il a félicité Charles Arbid et les membres de la nouvelles assemblée, et en premier lieu, l'ami de toujours, Saadeddine Hamidé Sakr, qui fut aussi vice-président lors du premier mandat du CES.

Le président sortant du Conseil économique et social a ensuite relaté l'historique du CES et la traversée du désert depuis 2003 jusqu'à 2017, date de la nomination de la nouvelle assemblée. En 1999, le CES est devenu une réalité. Il a fallu établir le siège, organiser l'administration, former les commissions, entreprendre les études, les soumettre à l'assemblée générale ; établir à l'extérieur les relations avec les CES étrangers pour profiter de leur expérience et de leur savoir-faire. En 2003, la fin du mandat est arrivée sans que la nouvelle assemblée ne soit nommée. Il a fallu se résoudre à garder en vie l'institution en expédiant les affaires courantes. Il faut dire que ce fut aussi le choix des autorités de l'époque, choix qui fut constamment renouvelé, sans pour autant qu'une entente soit trouvée sur les nouvelles nominations.

« À côté de tout cela, j'ai publié en 2007 et 2016 deux livres avec une équipe d'économistes, de sociologues et autres spécialistes. Cette réflexion n'est pas de trop pour affronter les défis internes et externes qui ne laissent aucun répit au pays », a déclaré Roger Nasnas qui a également présidé le Rassemblement des chefs d'entreprises. Son parcours s'étend de la Société de bienfaisance grec-catholique au Conseil supérieur de la communauté en passant par le Conseil économique et social à l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes. L'homme a toujours mis son énergie et ses compétences au service de son pays pour poursuivre avec ses pairs le dialogue social et la promotion de la société civile.

Saad Hariri a reconnu le mérite de Roger Nasnas qui a su garder opérationnel le CES malgré les remous et les crises d'une période particulièrement trouble et l'a mené à bon port. «Il faut désormais que le CES suive le même parcours et ravive la confiance dans le Liban de demain. C'est le lieu du dialogue constructif entre toutes les factions de la société, loin de la rue, des places publiques et des antichambres des politiciens».

« Désormais le pays jouit d'une stabilité sécuritaire et politique. Nous travaillons au développement et à faire émerger des opportunités d'emplois. Ce fut l'objet de la réunion à Paris en décembre dernier. En février, nous tenons une conférence à Rome pour l'appui à l'armée et aux forces de l'ordre. En avril, le congrès de Paris travaillera sur un plan financier. Nous y allons avec un programme et des objectifs clairs comportant 250 projets d'infrastructures relatifs aux routes et ouvrages de la circulation, à l'eau, aux égouts, aux télécommunications, à la santé publique, à l'éducation, etc. Et ce, afin d'assurer une croissance de 6 ou 7%, de nouveaux postes de travail, une infrastructure moderne. La Banque mondiale nous aide à identifier les secteurs porteurs, conventionnels ou nouveaux. Le projet global porte sur 16 milliards de dollars, dont 40%, soit environ 7 milliards peuvent être réalisés avec le concours du secteur privé. Une présentation est en préparation pour le 22 février », a détaillé Saad Hariri.

En conclusion, le gouvernement se donne pour objectifs prioritaires, la mise en place des réformes indispensables, la stabilité des institutions qui facilitent la vie du citoyen, un cadre juridique qui protège le droit, une stabilité financière et monétaire. « S'il y a au conseil des ministres des adeptes de la hausse des impôts et taxes, je n'en suis pas. Il n'y aura aucune hausse pour 2018 », a fait savoir le Premier ministre. « Je voudrais encore une fois remercier Roger Nasnas pour les efforts qu'il a prodigués pour maintenir en activité le CES malgré une situation difficile. Il a pu le faire car il a une foi dans l'institution. Charles Arbid va affronter une situation compliquée », a conclu le chef du gouvernement.

Saad Hariri devait répondre aux questions des organisations économiques pendant une heure encore avec sa simplicité habituelle.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La contribution du Conseil économique et social à la décision politique

Roger Khayat

Il s'agit bien entendu de la décision du gouvernement en matière économique et/ou sociale. La politique, qui vient de « polis », « cité » en latin, est censée assurer le bien de la chose publique. Le Conseil économique et social (CES) s'est doté fin 2017 d'une nouvelle assemblée générale, après 15 ans d'attente. On peut en tirer un enseignement magistral dans l'intérêt de l'institution et de l'État.

La phase d'expédition des affaires courantes a duré 15 ans au cours desquelles le président du CES et ses collaborateurs ont fait leur possible pour garder l'institution en vie. Roger Nasnas a fait preuve d'une volonté rare pour éviter que l'institution ne tombe dans l'oubli. Cela faisait 50 ans que la société civile le réclamait. Le CES ne méritait pas de s'éteindre comme un feu de paille. Deux livres consacrés à la relance économique et au progrès social ont été publiés à dix ans d'intervalle en 2006 et 2016. Chacun a nécessité plus d'un an de travail et la collaboration d'une équipe d'économistes, de sociologues et experts venus d'autres disciplines couvrant les divers aspects de la vie publique. Les spécialistes ont pallié l'absence de « conseillers » pour combler l'un des domaines essentiel du CES qui consiste dans la maîtrise de la conjoncture: connaissance de la réalité, évolution probable, actions possibles.

CES 2

Il s'agit effectivement de la deuxième assemblée depuis la loi de constitution en 1995 et sa mise à exécution en 1999. Ses 61 membres sont nommés par le conseil des ministres sur proposition des organisations les plus représentatives de la société civile. Tous sont des élus

Le Nouveau Conseil.

dans leurs institutions respectives et dix sont choisis par le Conseil des ministres parmi les personnalités les plus en vues du monde économique et social. On peut dire que l'institution jouit d'une représentativité parfaite et groupe des éléments des plus valables de leurs secteurs respectifs.

Le président élu, Charles Arbid, est un homme du terrain, connu pour son dévouement à la chose publique et pour les réalisations qu'il a déjà accomplies. Le bureau groupe les deux ténors de la vie socio-économique Mohamed Choucair, président de la Fédération des chambres de commerce au Liban, et Béchara Asmar, président de l'Union générale des travailleurs au Liban. Saadeddine Hamidé Sakr, ancien vice-président du CES, a été réélu à son poste et jouit de la continuité et la connaissance nécessaires pour donner un bon élan au conseil.

Le CES a tous les atouts pour produire, d'autant qu'il devrait cette fois-ci parvenir à intégrer la chaine de décision, notamment le conseil des ministres dont il dépend directement. Le tissu social dont est formé le CES permet d'examiner l'implication des lois et dispositions sur toutes les parties et d'aboutir à une entente quasi générale qui rend la promulgation et l'application de la loi beaucoup plus efficaces dans une économie libre et un régime démocratique.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

En pratique

Ce ne fut pas le cas entre 1999 et 2002. À l'époque, le conseil des ministres n'avait officiellement transmis qu'un seul projet de loi, celui de la retraite. Le CES a abordé plusieurs sujets par auto saisine - les conditions d'une reprise économique, la fusion des PME et la productivité industrielle, la prorogation des créances et la pérennité des entreprises, l'Enseignement supérieur privé, la consolidation du secteur agricole - mais il y avait un fossé entre le conseil des ministres et le CES. Tout porte à croire que la majorité du gouvernement se demandait à quoi sert le CES. La preuve est que les gouvernements successifs n'ont même pas voulu nommer ses membres. La pensée a évolué à travers EMERGING LEBANON, le matériel informatique fut remplacé, le website installé, la loi soumise à des avis d'experts à maintes reprises, et surtout une présence fut assurée à l'international. Tout cela est à la disposition du CES.

La conjoncture et les relations de confiance qui ont amené l'assemblée actuelle nourrissent l'hypothèse que le gouvernement ne se priverait pas d'associer le CES aux questions économiques et sociales.

Le paradigme du rôle consultatif

Des responsables politiques et des nouveaux membres du CES se plaignent souvent du rôle consultatif du CES. C'est pourtant le cœur de sa mission. Si son rôle n'était plus consultatif, le poids de la responsabilité ternirait le pouvoir de l'imagination, de l'innovation. Or c'est ce que le législateur attend du CES pour aider l'exécutif à surmonter ses craintes quand il le faut. Mais l'avis du CES doit être pris en compte, discuté, même s'il revient bien entendu au gouvernement de prendre les décisions.

> LA RÉUSSITE DU CES NE DÉPEND PAS DE LUI MAIS DU GOUVERNEMENT

Le général de Gaule disait du CES français: «C'est une bonne maison».

Une autre erreur consiste à croire que le CES est l'instrument « technique » du gouvernement, une sorte de « centre d'étude » des lois et règlements. Non, ce travail revient aux ministères et aux administrations qui gravitent autour. Le CES est un lieu de « négociations » entre les représentants de la société civile sur les projets de loi en vue de leurs intérêts respectifs. C'est là que l'intérêt général va s'imposer aux intérêts particuliers, et que le CES va non seulement donner au gouvernement son avis, mais aussi convaincre le tissu social de la nécessité des décisions qui doivent assurer le développement et le progrès.

Deux exclusions qui ne manquent pas d'étonner

Le CES est dispensé de l'étude du budget de l'État et des négociations salariales comme c'est le cas dans les autres pays du monde. Il est important que le budget soit voté avant la fin de l'année. Plus tôt il est préparé, plus il manque de précision. Il n'y a pas de place pour le CES dans le vote budgétaire. En revanche, rien ne l'empêche de proposer certaines orientations futures.

Quant à la négociation salariale, elle justifie une organisation propre tripartite, laquelle regroupe autour de l'État les syndicats et le patronat. Les autres composantes de la société civile ne sont pas directement concernées.

On peut conclure que le CES dispose de tous les éléments pour réussir sa mission. Cependant le succès ne dépend pas de lui mais du gouvernement.

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

À quand une loi pour réguler et protéger le secteur de la grande distribution ?

Marilyne Jallad

Faillite de la chaine koweitienne TSC (The Sultan Center), passage de la TVA à 11%... la grande distribution est en plein bouleversement. Qu'en pensent les acteurs du secteur ?

« La profitabilité du secteur est difficile, constate Nabil Fahed, président du Syndicat des propriétaires de supermarchés et détenteur de la grande surface Fahed. De nombreux commerçants, épiceries et petits supermarchés, mettent la clé sous la porte sans qu'on en entende parler. Les médias se concentrent surtout sur la magasins de plus de 1 000 mètres carrés ».

Pour Hani Bohsali, président du Syndicat des importateurs de produits alimentaires, de consommation et de boissons, une des causes des problèmes rencontrés par les grands distributeurs résiderait dans le manque de législation du secteur. Outre « la mauvaise gérance », l'enseigne TSC aurait ainsi pâti « d'une législation faible à l'égard des grandes surfaces », poursuit l'homme d'affaires, également à la tête de Bohsali Foods SAL, une société importatrice et fournisseuse de marques étrangères. Contrairement à la France, où, explique-t-il, « la loi œuvre en faveur de l'essor des supermarchés ». « Deux supermarchés n'ont pas le droit d'ouvrir à côté ni de devoir de l'argent aux fournisseurs plus de 60 jours », poursuit Hani Bohsali appelant « à la mise en place au Liban de règles qui permettraient de protéger à la fois les intérêts des fournisseurs, des supermarchés et ceux des clients».

Revenant sur le cas de TSC, Mounir Bissat, ancien président du Syndicat libanais des producteurs agro-alimentaires affirme : « Le marché a souffert en 2017 de la faillite de la chaîne TSC qui a laissé derrière elle un fardeau de créances irrécouvrables de l'ordre de 20 millions de dollars, dont au moins 40% sont issus du secteur industriel. Cette banqueroute aura aussi une incidence négative sur le secteur du détail et la relation avec les fournisseurs ».

Faible profitabilité

Qu'en est-il des répercussions de la crise économique actuelle ? La mauvaise conjoncture n'affecterait pas particulièrement le secteur alimentaire, estime Nabil Fahed. « Même si le secteur a une faible profitabilité, les produits que nous vendons sont toujours soumis à une grande demande. La crise affecte davantage le marché du luxe», poursuit le propriétaire d'enseigne.

« Par rapport à 2016, les chiffres de ventes du secteur agroalimentaire n'ont pas diminué mais n'ont pas non plus réalisé une croissance remarquable comme prévu par les projections des producteurs pour l'année 2017, note pour sa part Mounir Bissat. Le marché des consommateurs libanais augmente en volume et en nombre. Cependant, la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs n'aide pas à stimuler la consom-

Nabil Fahed, président du Syndicat des propriétaires de supermarchés.

Hani Bohsali, président du Syndicat des importateurs de produits alimentaires, de consommation et de boissons.

Mounir Bissat, ancien président du Syndicat libanais des producteurs agro-alimentaires.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

mation et le chiffre d'affaires des produits alimentaires libanais dans les points de vente locaux. Le client devient de plus en plus sensible au prix, toujours à la recherche des meilleures offres et du prix les plus bas ».

Pour ce dernier, le problème reste avant tout financier : « Les détaillants ralentissent et étirent les frais de paiement au-delà des accords initiaux. Cela devient de plus en plus difficile pour les fournisseurs et les producteurs avec les remises de fin d'année et les remises supplémentaires ».

Impact de l'augmentation de la TVA

Quant à l'augmentation de 1% de la TVA, « elle est minime du point de vue du consommateur et neutre d'une perspective économique », remarque Nabil Fahed. Un avis partagé par Hani Bohsali. Le patron de Bohsali Foods se dit en revanche préoccupé par « l'esprit inflationniste que traverse le pays ». « Les prix risquent d'augmenter beaucoup plus, avertit-il. Les petits commerçants risquent d'arrondir les prix au-delà de l'augmentation exacte des chiffres ».

Un secteur très fragmenté

La faible profitabilité du secteur serait liée, d'après Nabil Fahed, au peu de poids du Syndicat des propriétaires de supermarchés qu'il préside dans les décisions du ministère de l'Économie et du Commerce. « Au Liban, le secteur est très fragmenté, pas assez consolidé. On ne sent pas qu'il y a des acteurs clés qui dirigent le marché, souligne-t-il, contrairement à la France où une poignée de groupes - Carrefour,

Auchan, Leclerc, Intermarché, etc. - représentent près de 80% du chiffre d'affaires global du secteur. Ici, la majorité des grandes chaines constituent environ 35% à 40% du marché, les autres sont de petites surfaces ». Selon Nabil Fahed, il en résulte « un affaiblissement du pouvoir des détaillants vis-à-vis d'une part des décisions du gouvernement ». « La décision ministérielle prise par Raed Khoury en mars 2017, (Num 277/1 datant de 1967) – pour réguler les marges de gains de certains produits alimentaires et de consommation – risque par exemple de beaucoup nous affecter car elle impose aux enseignes des marges à la vente qui ne peuvent pas dépasser les 10%. Si cette mesure est appliquée, nous ne pourrons plus assurer au consommateur la variété de produits auxquels nous l'avons habitué dans nos rayons », déplore le syndicaliste. « Nous avons fait part au ministre de l'Économie de notre demande de la révoquer ».

Promouvoir la concurrence pour le bien du consommateur

Nabil Fahed estime par ailleurs que la politique du ministère à l'égard du secteur ne devrait pas être basée sur « la régulation ». Il appelle au contraire « à ouvrir la voie à la promotion de la concurrence ».

« La politique du ministère de l'Économie doit être réformiste afin qu'elle permette de donner le choix au consommateur en augmentant la concurrence. C'est ainsi qu'on lui donnera ce qu'il mérite, en lui offrant une variété de produits à des prix compétitifs », assure l'homme d'affaires.

« La régulation doit se faire pour lutter contre la fraude, la contrefaçon, vérifier que les poids sont exacts, que les prix soient affichés et clairs, ajoute-t-il. Mais interférer entre l'offre et la demande en imposant des prix affectera négativement les choses et entraînera une triche dans les prix, un manque de stocks dans la variété. Nous avons vu cela à l'époque du communisme. C'est au directoire de la protection du consommateur de surveiller tout cela au mieux ».

Le syndicat des propriétaires des supermarchés au Liban a ainsi déposé sur le bureau du ministre une proposition de loi d'un expert hollandais pour l'adoption d'une texte régulant le secteur des supermarchés.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'immense peintre Wajih Nahlé raconté par son ami Mohammad Lamaa

Fidèle ami de toujours de l'artiste, fervent amateur d'art et grand acquéreur de son art Mohammad Lamaa possède plus de 30 toiles du Libanais. Le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a offert dix de ces œuvres aux locaux de la Chambre à Sanayeh qui les décorent majestueusement.

C'est un géant de l'art libanais connu dans le monde entier. Ses toiles figurent dans les plus grands musées, le Grand Palais à Paris, le Metropolitan Museum of Art de New York ou encore le Musée d'art contemporain de Tunis. Ses créations rayonnent dans des édifices notoires, au Palais des Congrès de Ryad, au Dubaï World Center, dans les aéroports de Djeddah, Ryad et Bahreïn, dans les palais du Moyen-Orient comme celui de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri en Arabie saoudite. Son style unique, son œuvre prolifique, remarquable et universelle lui ont valu des honneurs, des décorations et de grands prix au Liban et à l'étranger, de celui de la Biennale d'Alexandrie-Égypte en 1970 jusqu'au fameux Abstraction Grand Prix du Musée du Louvre remporté en France en 2003.

Il est l'un des pionniers de l'art abstrait libanais et un chantre de la calligraphie. Wajih Nahlé s'est éteint le 22 février 2017. Il laisse derrière lui plus de dix mille œuvres, entre peintures, bas-reliefs, sculptures, tapisseries et projets décoratifs. Pour la petite histoire, Wajih Nahlé est né le 14 février 1932 à Beyrouth-Sanayeh, et commence à peindre très jeune, à l'âge de neuf ans. « Son père, Mahmoud Nahlé, a le goût du dessin, il reproduit des cartes postales dans ses moments libres. Mais ce n'est pas lui qui lui

Wajih Nahlé en compagnie de son ami Mohammad Lamaa.

transmet cette passion de l'art, cette fougue de la création », peut-on lire dans des extraits de sa biographie trouvée sur Internet. « C'est venu du Très-Haut, insiste l'artiste. À l'école, je corrigeais les dessins de mon professeur et à 20 ans, j'ai débuté ma carrière d'artiste après avoir fréquenté l'atelier de Moustapha Farroukh», peut-on aussi lire.

À 13 ans, il peint sa première toile

« En 1945, à l'âge de 13 ans, personne ne le croirait, Wajih Nahlé avait peint sa première toile » raconte fièrement son ami de longue date Mohammad Lamaa qui s'est empressé de me la montrer dans des photos d'archives qu'il garde précieusement. Il me présente ensuite la seconde toile peinte par l'artiste à l'âge de 20 ans, « Baskinta », représentant une maison typique de ce village. « Vers l'âge de 20 ans, Wajih Nahlé avait déjà peint 20 à 40 toiles », poursuit, le regard pétillant, Mohammad Lamaa.

Dans son bureau, les nombreuses œuvres de Wajih Nahlé sont partout.

Paysage datant de l'année 1952.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

« Ses premières toiles étaient figuratives, des paysages de montagne et de la mer à Ramlet el Baida », explique Mohammad Lamaa. « Puis est venu le temps des couleurs dans les années 1990, des encres et des aquarelles, la danse des chevaux, les bas-reliefs, la calligraphie et les arabesques, les monochromes et les sculptures, jusqu'aux acryliques sur toile «dynamisantes», en perpétuel mouvement pour une profonde méditation», raconte le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban.

« Le succès de l'artiste est immédiat et dépasse très rapidement les frontières libanaises pour atteindre les pays arabes, les États-Unis, l'Europe et l'Asie. Il a exposé partout dans le monde », se souvient son ami.

Le Liban ne célèbre pas ses artistes à leur juste valeur

Mohammad Lamaa se souvient aussi que Wajih Nahlé était tombé malade en 2012. Cela ne l'a cependant pas empêché d'exposer une dernière fois en 2013 au Palais de l'Unesco de Beyrouth où il dévoilera 100 toiles. Wajih Nahlé précise qu'il avait encore 400 toiles dans sa galerie et plus de 150 autres exposées dans des salles d'exposition d'art diverses.

Sculpture, statut autoportrait de Wajih Nahlé.

Le rêve ultime de Wajih Nahlé était de fonder un musée. « Il souhaitait y exposer les 400 toiles qu'il avait en sa possession », explique Mohammad Lamaa. Malheureusement, il est mort sans pouvoir exhausser son rêve », confie-t-il, déplorant le fait que « le gouvernement libanais, contrairement aux autres pays, ne célèbre pas ses artistes à leur juste valeur ». « Au Liban, ce qui est triste c'est qu'il n'a pas reçu de reconnaissance ni de décoration. On devrait exposer une œuvre de ce grand peintre dans chaque ministère », regrette Mohammad Lamaa.

Premier artiste arabe exposé au Vatican

Il a aussi été le premier artiste arabe à exposer au Vatican, son « Christ Sauveur » y est toujours exposé et accroché.

« Il vivait sa toile. C'était sa vie, l'essence de son existence », se remémore Mohammad Lamaa. Ses cinq enfants ont tous suivi leur père. Ils sont tous artistes peintres, résident à l'étranger et ont organisé de nombreuses expositions de leurs œuvres. L'aînée, Gina Bauer vit en Allemagne, Walid réside aux États-Unis, Lina, décédée, vivait entre l'Allemagne et la France, Joumana Borderie est établie à Paris, enfin Marwan se partage entre Beyrouth et Paris.

« Sociable et mondain », Wajih Nahlé aimait s'entourer de beaucoup d'amis. « La femme est aussi devenue au fil des années et des créations une source d'inspiration qui revenait dans son travail », continue son ami.

Caligraphie. Tableau peint à Paris en 1977.

Tableau représentant un ange volant et un cheval emblème de nombreuses de ses œuvres.

« Allah » est inscrit sur toutes ses sculptures

Wajih Nahlé s'est aussi dirigé vers la sculpture. Le mot Allah (Dieu) est inscrit sur toutes ses sculptures. L'une d'entre elles, peinte en Italie et pesant 50 000 tonnes, se trouve à l'Université Abel Aziz de Riyad. « Le Cèdre », mesurant 30 mètres de haut, trône aussi sur la Place Liban à Abu-Dhabi.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le coworking en plein boom à Beyrouth

Les Libanais se mettent à la page, en particulier les Beyrouthins. Et oui, les tendances et les modes internationales se « beyrouthisent ». Après l'uberisation de leurs trajets, la location de maison pour les vacances sur le réseau Airbnb, le paiement en ligne de leurs courses livrées du supermarché ou encore l'essor de maisons d'hôtes dans toutes les régions, place désormais au coworking !

En effet, depuis quelques années, jeunes fraîchement diplômés et trentenaires s'arrachent les espaces de coworking qui poussent ici et là et leur permettent de travailler seuls ou en groupe à moindres frais.

Pour la petite définition, les espaces de coworking, ce sont ces lieux qui permettent aux travailleurs indépendants du type journalistes, graphistes, entrepreneurs, de minimiser leurs charges en louant un espace de travail commun.

Une demande qui accompagne l'essor des incubateurs et accélérateurs de start-up

On observe en effet à Beyrouth une demande de plus en plus grande de ce type d'espaces de travail. Elle a accompagné à ses débuts, aux niveaux économique et bancaire, le développement d'un écosystème favorable aux start-up.

En effet, nous pouvons citer la circulaire 331 émise en 2013 par la Banque du Liban qui permet aux banques d'investir dans des sociétés de l'économie de la connaissance, tout en bénéficiant d'un système de garantie des risques, de structures d'accompagnement et de soutien aux start-up technologiques, comme les incubateurs ou accélérateurs. Parmi ces incubateurs et accélérateurs figurent Berytech, l'initiateur de la « Silicon Valley libanaise

», le Beirut Digital District, Speed ou encore AltCity. Citons aussi les nouveaux venus sur la scène Tech comme Smart Esa qui commence à grandir.

Une tendance qui gagne aussi les indépendants

En même temps, un nouveau type d'espaces de coworking est venu se greffer à celui-ci. Il s'agit des espaces que développent désormais de plus en plus non des sociétés et des institutions Tech mais des individus.

Une nouvelle tendance qui n'en n'est qu'à ses prémices. Les nombreux espaces indépendants qui voient le jour à Beyrouth et dans sa périphérie ciblent davantage les indépendants qui travaillent dans d'autres secteurs que ceux reliés à la technologie de pointe.

Certains investisseurs aussi commencent à s'intéresser à cette « mode » qui devient lucrative à leurs yeux. Comme Hoda, 65 ans, propriétaire d'un étage dans un immeuble cossu de la capitale. L'espace fait plus de 600 mètres carrés et elle n'y habite pas. N'ayant pas d'héritier, elle envisage de transformer cet étage en espace de coworking. « Je voudrais donner la possibilité à des jeunes qui débutent dans le monde du travail d'avoir accès à un lieu décent et bien aménagé à moindres frais surtout en ces temps de crise économique », explique-t-elle.

Des formules à la carte…

Il y en a pour tous les goûts. Il existe aujourd'hui des dizaines

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

d'espaces de travail partagés à Beyrouth de l'open space aux bureaux individuels, avec le strict nécessaire – un bureau et une chaise, ou totalement équipés - ordinateur, imprimante, téléphone, etc. D'autres encore mettent une cuisine et une cafétéria à la disposition des clients, voire même un espace de loisir et une salle de sport.

Des formules mais aussi des tarifs qui varient. Il faut compter approximativement 200 dollars par mois pour un bureau, et plus pour les activités et services proposés en annexe.

Certains bureaux peuvent même être loués pour une heure de réunion ou la journée. Les salles de réunion avec écran géant peuvent être réservées dans certains cas. Si vous chinez un peu dans les rues de Beyrouth, vous trouverez certainement votre bonheur qui sera personnalisé. Mais trêve de bavardage, qui sont les preneurs de ce type d'espace ?

Quelques témoignages d'adeptes du coworking…

« En tant que journaliste indépendant, je n'en pouvais plus de travailler à la maison. Trop de bruit, entre mon bébé qui pleure, ma femme qui reçoit ses collègues, le bruit des travaux insoutenable à l'étage du dessus… c'était devenu invivable, je n'arrivais plus à me concentrer », confie Bachir Karam, trentenaire. « L'option de coworking et de partage de bureau était la meilleure solution pour moi au vu de mon petit budget qui ne me permettait pas de louer un bureau dans mon quartier ou à moins de 450 dollars. Même dans un vieil immeuble sans ascenseur, je ne trouvais rien », ajoute-t-il. De son côté, Caroline Abla, ancienne résidente à Londres, a tout simplement choisi de partager son bureau dans un open space car elle s'était habituée à travailler ainsi en Angleterre. « En tant que graphiste indépendante, j'avais pris plaisir à travailler dans un open space avec des dessinateurs et des graphistes comme moi. Cela nous permettait d'échanger et de ne pas me sentir seule dans un espace », poursuit-elle. Tarek Arbid, quant à lui, vient de monter sa start-up en technologie. Même s'il a reçu un prêt bancaire, il avoue avoir investi toutes ses économies pour mettre en place une application mobile qu'il lance prochainement sur le marché. « Alors en attendant un retour sur investissement et afin de rembourser mon prêt bancaire, j'ai opté pour l'espace en commun afin de faire quelques économies», confie-t-il.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

LIBANPOST

RENEW YOUR MEMBERSHIP AT LIBANPOST

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Une Arabie saoudite en pleine mutation

Marilyne Jallad

Chaque jour qui passe l'Arabie Saoudite connait de multiples transformations et réformes. Le royaume se transforme et connait plus d'ouverture sur le monde. Comment le Liban peut-il profiter de ces changements économiques ?

« Avant l'impulsion par le prince héritier d'une véritable vision économique sur le long terme avec des objectifs clairs, le royaume saoudien n'avait pas de plan économique. Il comptait principalement sur ses richesses en matières premières, avec l'or noir qui était très rentable », explique Rabih Al Amine, secrétaire général du Conseil libanais des affaires et des investissements en Arabie saoudite. « Le fait que Mohamed Ben Salmane mette sur la table une feuille de route économique avec des objectifs clairs est en soi une très grande évolution», assure-t-il.

Ce plan s'inscrit dans l'élan de réformes économiques, politiques et sociales lancées par Mohamed Ben Salmane en 2016 et rassemblées dans un seul programme, Vision 2030, qui vise à libérer le pays de sa dépendance au pétrole. « La vision économique compte notamment mettre en valeur des secteurs clés et venir en aide à la jeunesse saoudienne en lui assurant un emploi. Investir dans la jeunesse saoudienne importe énormément au prince héritier », ajoute-t-il. Cependant Rabih Al Amine tient à préciser que cela ne doit pas être considéré comme une menace pour les expatriés et les étrangers qui habitent en Arabie et qui commencent à s'inquiéter. Notons d'ailleurs que 70% de la population saoudienne a moins de 30 ans.

Pour atteindre ces objectifs de diversification, le prince héritier a mis en place plusieurs autorités en charge de chaque secteur clé. « Dans les détails, Mohamed Ben Salmane a mis en place un plan sur le court

terme intitulé 2020, un plan de transformation nationale qui permet d'agir vite », précise-t-il.

Trois projets clés annoncés

Neom, le 1er projet est considéré comme son bébé. Cette smart city ou ville du futur permettra à toutes les entreprises intelligentes, en énergies renouvelables et solaires, biomédicales, bio agricoles, robotisation et à tous les nouveaux inventeurs de se regrouper. L'ambition de cette ville est d'attirer le plus grand nombre de talents du monde. Très bien placée, cette ville est limitrophe d'Akaba, d'Israël et de la Jordanie. La cité de rêve serait un concentré de nouvelles technologies : taxis volants, livraisons par drones, parcs éoliens, agriculture verticale, robots omniprésents...

Autre mégaprojet, une cinquantaine d'îles de la mer Rouge seraient transformées en stations balnéaires de luxe. En effet, ce second projet « Al Qadia » est la création d'une ville touristique située entre Djeddah et Akaba sur la mer rouge. « Ce sera un véritable resort, incluant des hôtels et des spa, des centres de loisirs, un grand Disney », explique Rabih Al Amine. « Bien entendu l'alcool et le jeu ne seront pas inclus dans ce projet », ajoute-t-il.

Le 3e projet est la création à 40km au sud de Riyad d'une nouvelle ville, « Qiddiya », grande comme trois fois Paris et entièrement dédiée aux loisirs, à la culture et au sport : cinémas, parc d'attractions, safaris et autres courses automobiles. Sa mise en place sera dépendante de l'Autorité de développement culturelle d'Arabie saoudite.

Favoriser l'emploi des saoudiens

Les nouveautés se situent surtout au niveau économique, et surtout fiscal. « Des taxes ont été mises en place ou ajustées qui touchent aussi bien les Saoudiens, les résidents expatriés que les hommes d'affaires qui vivent en Arabie », précise Rabih Al Amine.

« Le prince héritier a entrepris des changements en faveur des employés saoudiens et étrangers qui gagnent moins de 3 000 dollars par mois. Ces derniers recevront du gouvernement une aide estimée entre 200 et 500 dollars par mois, selon leurs charges », explique-t-il aussi.

Afin d'encourager l'emploi des Saoudiens, Mohamed Ben Salmane a

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

aussi instauré une augmentation de la taxe que doivent payer les chefs d'entreprise désireux d'engager des expatriés et des étrangers. « Ils doivent désormais débourser 100 dollars supplémentaires par mois. Cela permettra de favoriser l'emploi de nationaux saoudiens », justifie Rabih Al Amine.

Il a aussi indiqué que l'Arabie saoudite vient d'adopter la TVA avec un taux de 5% sur la consommation, tout comme les Émirats arabes unies. « De nombreux Libanais ont d'ailleurs été engagés ces derniers mois pour mettre leur savoir-faire au service des Saoudiens afin d'aider à la mise en place de cette mesure ».

Encourager l'investissement étranger

« L'évolution se fait aussi au niveau des mœurs, avec la permission donnée aux femmes de conduire et d'assister à des concerts, la Libanaise Hiba Tawaji ayant été la première à se produire en Arabie saoudite devant un public féminin. Le spectacle de Yanni s'est aussi tenu en Arabie devant un public mixte, une première au royaume », poursuit-il.

« Dans chaque crise, il y a des opportunités », rappelle le secrétaire général du Conseil libanais des affaires et des investissements en Arabie saoudite, appelant les Libanais, en particulier ceux qui travaillent dans l'évènementiel, à se rendre en Arabie saoudite pour offrir leur savoir-faire. « Avant que les compagnies internationales n'arrivent, les Libanais ont des opportunités à saisir sur le court terme », explique-t-il.

Le prince héritier encourage l'investissement des étrangers sans qu'il leur soit imposé d'avoir un partenaire saoudien comme cela est le cas aux Émirats arabe unis, explique Rabih Al Amine.

D'autant que ces dernières années les échanges entre les deux pays n'étaient plus au beau fixe. « Le tourisme historique et les transits commerciaux sont en baisse. Les hommes d'affaires et expatriés libanais qui travaillent en Arabie se sont retrouvés dans une situation délicate en raison des prises de positions politiques prises par le Liban à l'égard de l'Arabie qui ont tendu la situation », poursuit le responsable.

Elie Rizk : Encourager les partenariats dans l'agro-alimentaire

« La balle est dans les mains du gouvernement libanais qui doit compter sur les relations historiques entre les deux pays et les deux peuples tout en préservant l'arabité du Liban et surtout sa neutralité vis à vis des conflits régionaux, comme adopté en conseil des ministres, pour encourager les échanges commerciaux », estime quant à lui Elie Rizk, président de la Commission du développement des relations économiques libano-saoudiennes.

Quant à la baisse des échanges commerciaux terrestres observés depuis la guerre en Syrie, Elie Rizk se dit confiant : « Cela peut être dépassé aisément une fois le retour à la paix ».

On pourra alors profiter d'une opportunité en tant que Libanais car Vision 2030 est favorable aux investissements étrangers. De plus, le gouvernement saoudien vient en aide à toute personne saoudienne souhaitant produire dans le secteur agro-alimentaire. « Un Saoudien producteur agro-alimentaire reçoit du gouvernement une aide en espèce qui s'élève à 50% du capital nécessaire pour sa production, et ce sans payer de taxes. Cela lui ouvre ainsi la possibilité de contracter des partenariats avec des investisseurs étrangers pour atteindre cet objectif», explique Elie Rizk.

« Avec Mohamed Choucair, qui est très concerné par cette question, nous pouvons encourager les partenariats libano-saoudiens dans le secteur agro-alimentaire », insiste Elie Rizk.

Il serait alors souhaitable que des partenariats libano-saoudiens dans le secteur agro-alimentaire se tissent. Cela permettra aussi un développement rural au Liban. Un développement qui tient beaucoup à cœur d'Elie Rizk qui œuvre déjà en ce sens dans sa région à Jezzine avec sa société Lebanese international Food corporation (LIFC).

« Un Saoudien pourra louer la terre d'un Libanais et ensemble ils produiront du citron, du zaatar, du raisin, des pignons, des pommes, de l'huile et autres denrées agro-alimentaires phares au Liban. Ces productions seront ensuite exportées en Arabie sans taxe d'entrée », ajoute-t-il. « Cela permettra aussi un développement durable et équilibré des régions libanaises et d'augmenter l'exportation de produits », assure-t-il.

Autres avantages : la réduction des coûts de production et la création de nouveaux marchés. « À Jezzine, grâce à notre partenaire saoudien, nous avons déjà développé de nouveaux marchés pour écouler notre marchandise », se félicite Elie Rizk. « Nous recevons des fonds de la part d'ONG pour fournir gratuitement aux agriculteurs des matières premières. L'amélioration de la production se fait ensuite grâce à des formations délivrées par des experts, par exemple sur les normes européennes à respecter pour l'exportation ».

« Le Liban a plus de 1 500 restaurants et franchises qui ont beaucoup de succès en Arabie et aux Émirats arabes unis, ce qui représente un atout important pour un avenir encore plus florissant », rappelle-t-il.

« Avec la Fédération des chambres de commerce et les autres organisations économiques, nous sommes prêts à encourager les partenariats agro-alimentaires en faveur d'un essor des relations économiques entre les deux pays », conclut Elie Rizk.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce
Franco-Libanaise
غرفة التجارة
الفرنسية - اللبنانية

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

Rétrospective 2017: une année bien remplie pour la CCFL

Marilyne Jallad

Petits déjeuners débats, conférences thématiques, accords de coopération, publication d'un livre retraçant l'historique de la CCFL... la Chambre de commerce franco-libanaise n'a pas chômé en 2017. Bien au contraire, elle a mis en place, avec ferveur et dynamisme, une série d'actions en vue de renforcer les liens entre la France et le Liban.

Le président et le conseil d'administration de la Chambre de commerce franco-libanaise n'ont pas tari d'efforts cette année. En effet, Gaby Tamer s'est réjoui « du nouvel envol pris par la CCFL en se redynamisant et en multipliant ses activités à Beyrouth et à Paris, aidée par une équipe dynamique et efficace».

Dans le cadre des petits déjeuners de la Chambre…

Rappelons que dans le cadre des petits déjeuners organisés par la Chambre, la CCFL a eu le plaisir de convier un parterre de personnalités du monde des affaires à une conférence-débat donnée par Farid Aractingi à l'ESA le 28 novembre dernier et intitulée «La gouvernance, victime de la régulation ou condition de la performance durable ? » Il faut « considérer la gouvernance comme un outil formidable d'équilibre, surtout en ces temps devenus très compliqués», avait alors martelé Farid Aractingi, le directeur Audit, Maîtrise des Risques et Organisation, de Renault et vice-président de La Confédération européenne des instituts d'audit interne (ECIIA).

Nicolas Abou-Chahine, Boutros Assaker, Gaby Tamer, Naji Abi-Assi, Shérine Audi et Ghady Khoury.

Un autre petit déjeuner-conférence a été organisé à Paris baptisé « Les paramètres de la stabilité au Liban et perspectives régionales ». C'est au prestigieux Cercle de l'Union interalliée à Paris que Gaby Tamer a souhaité rassembler le 15 mai dernier un parterre de personnalités du monde diplomatique et économique pour assister à la conférence donnée par l'ambassadeur Naji Abi-Assi.

Lancement du livre : « Au cœur des relations franco-libanaises 1950-2017 »

L'ambassadeur de France Bruno Foucher entouré de Mohamed Choucair et Gaby Tamer.

Parmi les autres actions phares, la publication d'un ouvrage dense de 275 pages, illustré par des photos d'archives, dont le lancement a eu lieu lors d'une réception donnée à la Résidence des Pins, le 13 octobre dernier. Au cœur des relations franco-libanaises 1950-2017 (rédigé par plusieurs journalistes francophones) retrace l'amitié économique franco-libanaise depuis 1950.

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة الفرنسية - اللبنانية
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

« Cet ouvrage est le fruit de deux ans de labeurs et la preuve de l'existence d'une amitié notamment économique entre la France et le Liban, que nous sommes appelés à consolider et à renforcer davantage », a déclaré Gaby Tamer durant la réception. « L'idée est née de la volonté de perpétuer les accomplissements de nos prédécesseurs. La Chambre de commerce franco-libanaise fut créée par Ahmad Bey Daouk, ancien Premier ministre et premier ambassadeur du Liban en France après l'Indépendance. Il a voulu que le Liban soit le premier pays dans la région qui œuvre pour le jumelage d'une chambre de commerce avec la France », a rappelé le président de la CCFL. Cet ouvrage raconte d'ailleurs les accomplissements des figures éminentes du monde économique franco-libanais qui se sont succédées à la tête de cette chambre, dont les présidents Adnan Kassar et Jacques Saadé. « Dans ce livre, nous avons retracé, sous leurs divers aspects, les relations bilatérales économiques, commerciales, industrielles et financières mais aussi diplomatiques, artistiques et culturelles », a affirmé Gaby Tamer.

Accord de coopération entre la Chambre de commerce franco-libanaise et la FCCIAL

Mohamed Choucair et Gaby Tamer.

Autre action symbolique, la signature le 15 septembre dernier de l'accord de coopération entre Mohamed Choucair, président de la Fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture au Liban et Gaby Tamer, président de la Chambre de commerce franco-libanaise. Les deux parties se sont aussi engagées à renforcer leur réseau de coopération, notamment au sein de la diaspora libanaise afin de favoriser encore davantage les liens économiques dans divers secteurs au Liban et à l'étranger.

Le transport maritime au cœur de la mondialisation : défis et perspectives d'un secteur en pleine évolution

Rarement sous le feu des projecteurs, la CCFL a voulu donner la vedette au transport maritime, un marché gigantesque et un pilier indispensable au fonctionnement de l'économie mondiale, puisqu'une grande partie des marchandises est acheminée par voie maritime. C'est pourquoi elle a convié Rodolphe Saadé, le directeur général du groupe CMA CGM (troisième armateur mondial de transport maritime en conteneurs et le premier français) pour animer une conférence - le 14 juin dernier à l'Hôtel des Arts et Métiers à Paris - portant sur la place de ce secteur méconnu dans la mondialisation.

La CCFL partenaire du Pavillon France lors du salon Project Lebanon

La CCFL a aussi été un partenaire clé du salon Project Lebanon qui s'est tenu au BIEL au cœur de Beyrouth du 16 au 19 mai derniers. Le Pavillon France a notamment mis à l'honneur l'innovation et le savoir-faire tricolores, à travers une très grande majorité de PME et de grands groupes, tous préparés à rencontrer des partenaires libanais pour échanger et établir des relations d'affaires durables et fructueuses. La représentation française, la plus importante sur ce salon, est une vitrine de l'innovation française dans les domaines de l'ingénierie, du bâtiment intelligent, des matériaux de construction et de l'énergie. Sponsorisé par Saint-Gobain, le Pavillon France a été organisé par le Bureau Business France Liban, en partenariat avec le Meref-CCI France Liban et la Chambre de commerce franco-libanaise (CCFL).

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce
Franco-Libanaise
غرفة التجارة
الفرنسية - اللبنانية

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

Réunion annuelle du CA et de l'Assemblée générale et adhésion d'un noyau de jeunes hommes d'affaires

Fawzi Tamer, Salim Boutros, Jason Rizk, Joe Nasnas, Emile Chaoui autour de Gaby Tamer.

L'ambassadeur du Liban en France Rami Adwan entouré de Gaby Tamer, Shérine Audi et Hady Farah, membres du conseil d'administration de la CCFL.

À l'occasion de la tenue annuelle des réunions de son conseil d'administration et de son assemblée générale, la Chambre de commerce franco-libanaise a organisé un repas dans le somptueux cadre des Salons de l'Hôtel des Arts et Métiers à Paris le 14 juin dernier. Ce déjeuner a notamment réuni les membres du conseil d'administration, des personnalités et des haut cadres d'entreprises libanais et français, tels que Farid Aractingi (Renault), Serge Akl (directeur de l'Office du Tourisme du Liban à Paris), Shérine Audi (Audi Bank Paris) et Tanya Saadé-Zeenny (CMA -CGM).

Ce rendez-vous a été suivi par les réunions des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale durant lesquelles ont été exposés les divers accomplissements de la CCFL en 2016 et ses projets pour 2017-2018. Les participants ont notamment souligné le nombre important de nouvelles adhésions qui a doublé depuis 2015.

L'autre grande réalisation sont les nouvelles adhésions d'un noyau de jeunes hommes d'affaires et entrepreneurs prometteurs et ambitieux. « Nous misons et comptons beaucoup sur eux pour apporter du sang nouveau et tracer de nouveaux défis », avait alors déclaré Gaby Tamer. « Encourager plus de sociétés françaises à nous rejoindre afin de leur faire profiter de nos réseaux et de nos services est aussi un de nos objectifs phares », avait-il ajouté.

Enfin l'année fut ponctuée de nombreuses visites et rencontres bilatérales, notamment la visite rendue au nouvel ambassadeur du Liban en France, Rami Adwan par Gaby Tamer accompagné de deux membres du conseil d'administration de la CCFL, Shérine Audi, trésorière, et Hady Farah membre du bureau.

Gaby Tamer a enfin assuré que « le dynamise de la CCFL se poursuivra en 2018 avec une continuité dans l'action et dans la ferveur ». La CCFL est une voix qui compte sur l'échiquier des relations économiques franco-libanaises et qui envisage de compter encore davantage avec une équipe qui se démène à fond, avec cœur et persévérance » a aussi confié le président de la Chambre.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

China Silk Road gets through Tripoli

At the invitation of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli and North Lebanon, a dialogue meeting on «Tripoli, Economic Capital of Lebanon» and "Silk Road and Belt» initiatives took place on January 13, 2018 and gathered officials and figures from the political, economic and diplomatic sphere, trade unions and trade associations representatives, presidents and members of northern municipal councils. Key speakers addressed the audience and were successively: Toufic Dabboussi, Chairman of the Chamber, H.E Dr. Khaled Hanafi, Secretary General of the Union of Arab Chambers, Dr. Ziad Hayek, Secretary-General of the High Council for Privatization and Partnership, Eng. Nabil Itani, Chairman of the Investment Development Authority of Lebanon-IDAL, and H.E Wang Kejian, Chinese Ambassador to Lebanon.

The welcoming speech by Ms. Linda Sultan, Head of Commerce and Public Relations at the Chamber, was followed by a documentary film highlighting China's economic, urban, technical and tourism progress, and the extent to which China has achieved progress in economic and social development.

left to right: Ziad Hayek, Majid Chammas, Ambassador Wang Kejian, Toufic Dabboussi, Dr. Khaled Hanafi, Nabil Itani with Board Members of CCIAT

left to right: Ziad Hayek, Majid Chammas, Ambassador Wang Kejian, Toufic Dabboussi, Dr. Khaled Hanafi, Nabil Itani with Board Members of CCIAT

Chairman Toufic Dabboussi discussed the principles of his initiative «Tripoli, the economic capital of Lebanon», stressing the desire of the Lebanese to strengthen partnership with China, the country with over five thousand years of civilization. In fifteen years of contemporary history, China has regained its historic economic leadership after it was confronted to challenges. It has set a roadmap for its renaissance through the adoption of a policy of modernization and openness.

"Our focus is on the initiative of "Tripoli, the economic capital of Lebanon", and on the experience of modernity of China, which we consider to be a model base for the partnership that the Chinese officials are seeking to establish with Lebanon and through it with the neighbouring Arab countries," he said, and further added that this view translates the wish of the Chinese ambassador, the public and private sectors in Lebanon and the desire of the international community as well. "All we need to do is to build our capacities in order to build Lebanon from Tripoli, the economic capital of Lebanon".

Dr. Khaled Hanafi extended his greetings to Chairman Dabboussi for his determination and enthusiasm "to achieve the objectives of his initiative because Tripoli is indeed the economic capital of Lebanon," he said.

"Initiatives are moving from China to Tripoli. And our presence in the city of Tripoli and at the Chamber is significant because Tripoli's location is attractive not only as a transit gate for businesses, but also

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

as a platform for investment by virtue of its strategic geography and because the Arab region and the private sector are eager to engage in the Silk Road and Belt," Hanafi declared and added that the starting point is Tripoli and then Africa all along to China. So there must be a fulcrum on the Silk Road in the Eastern Mediterranean for wide-ranging strategic investments from the Arab region.

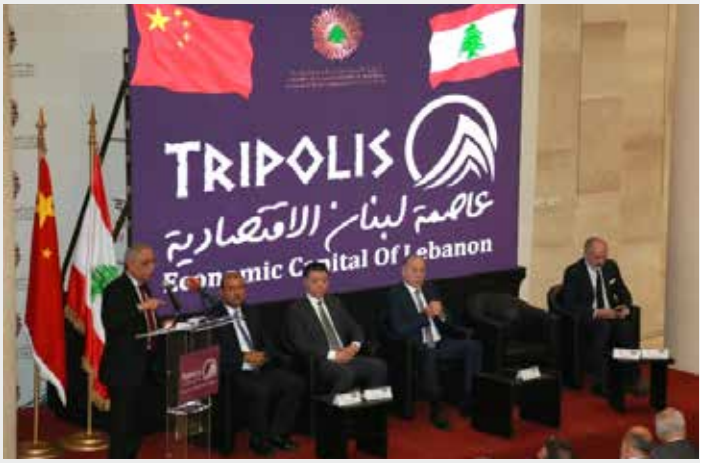
He called the attention to the fact that the initiative of «Tripoli, the economic capital of Lebanon» is not a local initiative as much as it is regional. "The availability of a port is essential, as well as the existence of an industrial zone and a logistics area to accommodate large scale investments and not only trade transit" he added.

Dr. Ziad Hayek pointed out the importance of public-private partnerships for creating employment opportunities by investing in large projects, and that these opportunities are available in Tripoli for major projects that have yet to emerge.

Eng. Nabil Itani discussed in his speech what could the Silk Road and Belt initiative launched in 2013 provide to the countries within this belt in terms of integration of development strategies of these countries and how they could achieve prosperity through their inherent capacities, and that there are coastal countries linked to the old silk road and could see their role renewed in this area.

Ambassador Wang Kejian explained the aim of China's initiative to build the 'Road and Belt' that is to consecrate the ancient Silk Road spirit of peace, friendship, openness, inclusiveness, and mutual benefit, thus promoting regional cooperation and integration between Asia, Europe and Africa in the new era.

«It is worth mentioning that the 'Belt' and 'Road' converge in West Asia and North Africa, so the Arab countries are important and natural partners in building the 'Belt' and 'Road',» the Ambassador said, adding that the «Silk Road and Belt» initiative will lead to increased cooperation between China and the Arab countries, and will create opportunities with bright prospects for development and common prosperity between the two sides.



Welcome to *ECO*NEWS

Register and receive your digital copy free of charge.

Send an Email to :
Econews@ccib.org.lb
Please include:
First name, Name
Institution
Email address
Telephone number

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Bassil from Saida: Priority for creating appropriate business opportunities in the oil sector

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon organized a meeting with the Minister of Foreign Affairs and Emigrants Gebran Bassil in the presence of MPs Ali Osseiran, Ziad Aswad, Amal Abu Zaid, South Governor Mansour Daou, Mayor of Saida Mohammed Al Saudi, and representatives of trade associations in Saida, Nabatieh and Tyre.

In his welcoming speech, the Chairman of the Chamber Mohamed Saleh applauded the initiative of President Michel Aoun, Speaker of the House Nabih Berri, Prime Minister Saad Hariri and all the ministers for placing Lebanon in the club of oil producing countries.

Speaking on behalf of the productive sectors and economic bodies in the South, Saleh hoped that the meeting would be a good start for an effective dialogue between the productive sectors and the Ministry of Foreign Affairs and Emigrants for improving market access for local products to foreign countries.

H.E. Minister Bassil addressed the audience about the achievements made by the Council of Ministers in terms of awarding the oil blocks and the entry of Lebanon into the oil producing club. “The priority for awarding the oil block in the South region reflects our political right and our right to exercise economic resistance in an area that resisted and confronted Israel in difficult times in order to maintain its strength and viability,” he said, encouraging the Lebanese in general and the people of the South in particular to benefit from this new development for creating appropriate business opportunities.

Minister Bassil and Mohamed Saleh.

Bassil also revealed that the Ministry is in the process of appointing economic attachés in Lebanese embassies abroad to help Lebanese producers access foreign markets.

right to left : Samir Bissat - Director General Al Janoub press, Minister Jebran Bassil, President Mohamed Saleh

حيثما ترون نزاعاً، نرى إتفاقاً

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة هو أول مركز من نوعه في لبنان يعنى بفض نزاعات التجارة والنقل والعقود المالية والإنشائية والمقاولات، محلّياً ودولياً، إمّا عن طريق الوساطة عبر وسطاء متخصّصين وإمّا عبر التحكيم تحت إشراف المجلس الأعلى للتحكيم. يعمل المركز منذ إنطلاقته في العام ١٩٩٥ بإستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة وينظر في النزاعات المعروضة عليه نخبة من أصحاب الإختصاصات المهنية والقانونية اللبنانيين والدوليين.

For every dispute we find an alternative resolution

The Lebanese Arbitration and Mediation Center (LAMC) is the leading reference for settling local and international disputes related to trade, transport, finance, construction and contracting, either through mediation via specialized mediators or through arbitration under the supervision of the Supreme Court of Arbitration.
LAMC has been operating since 1995 in an independent, confidential and transparent manner, under the supervision of renown Lebanese and international jurists.

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة
LEBANESE ARBITRATION & MEDIATION CENTER

For more information please call: 1314 extensions 171 and 172 | **T/F:** + 961 1 349 616 | **e.mail:** lamc@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

"Sustainable Agricultural Development" at the Chamber of Saida and the South

Under the patronage of Speaker of the House, Nabih Berri, the Ministry of Agriculture organized a conference entitled «Sustainable Agricultural Development» in cooperation with the Federation of Municipalities of Tyre and Zahrani and the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon.

Hassan Dbouk, President of the Federation of Municipalities of Tyre, presented the objectives of the conference. He also pointed out that the role of sustainable development is a great challenge for the agriculture sector that has long been the source of income for the citizens in south Lebanon.

Ali Matar, Chairman of the Federation of Zahrani Municipalities stressed the importance of developing and applying a strategy that restores the rights of the farmers and protects the national agricultural products.

Mohamed Saleh, Chairman of Saida Chamber underlined in his speech the role of farmers in the South especially that in the absence of modern agricultural techniques they have proven to be successful and achieved progress in improving and diversifying their agricultural products. He pointed out that food industries that depend on agricultural products as a raw material need modernization, and further added that production and packaging processes at all levels need to be developed to ensure the quality standard of different agri-food products. He also pinpointed the importance of providing support and guidance to grow seedlings for new agricultural crops with good sales potential.

Louis Lahoud, Director General of the Ministry of Agriculture, highlighted in his presentation the development projects undertaken by the Ministry and tackled the issue of pesticides. He declared that the Ministry is applying the scientific standard for pesticide license through specialized committees and experts, confirming that no local agricultural produce was banned abroad for containing high pesticide level.

H.E. Minister Ghazi Zeaiter addressed the audience on behalf of the Speaker of the House. He deplored marginalization of the agricultural sector in favor of other sectors as reflected by the low budget allocation to the sector; nevertheless, he stressed that the Ministry shall not give up and will insist on increasing allocations towards development and growth of the agricultural sector.

HE Zaiter.

Louis Lahoud, Mohamed Saleh, Hassan Dbouk and Ali Matar.

TASDIER

USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Portal for International Export Requirements

TASDIER helps exporters to know more about market requirements'

Visit TASDIER portal to get updated about the latest market norms and standards and technical requirements for export.

www.cci-fed.org.lb/English/TASDIER

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

This Website is made possible by the support of the American people through the United States Agency for International Development (USAID).
The content of this website is the sole responsibility of the Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon and does not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

«SmartEx» 2018 launch at CCIA-BML

The second edition of SmartEx was launched by H.E Jamal Al Jarrah Minister of Telecom, at a press conference held at the headquarters of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon on 17 January 2018 with the participation of the Chairman of the Federation of Lebanese Chambers, Mohamed Choucair, Chairman of the Investment Development Authority of Lebanon (IDAL) Nabil Itani, and Elie Rizk, CEO MICE Arabia group, in the presence of directors of the Ministry of Telecommunications and a number of heads of companies operating in the sector.

The Smartex exhibition will be held from 25 to 28 April 2018 at the Forum of Beyrouth, under the patronage of Minister of Telecom Jamal Al Jarrah and in cooperation with the Chamber of Beirut and Mount Lebanon and the strategic partnership of IDAL. This exhibition will provide a platform for the latest innovations in information and communication technology worldwide.

From Left to right: Mohamed Choucair, Jamal Al Jarrah, Elie Rizk and Nabil Itani

Choucair welcomed the audience expressing his confidence in the success of the second edition of SmartEx to achieve Lebanese economic aspirations: «We have won the bet with the success of the first edition of SmartEx last year. Today, with the launch of the second edition, we are confident that this exhibition will achieve a qualitative leap, fulfilling our aspirations and serving the desired strategic objectives, particularly, the desire to restore Lebanon as a regional and international center of knowledge, technology and communications," he said.

He further stated that the opportunity is golden to achieve significant and rapid progress at this level, and called for concerted efforts of all concerned parties to provide the necessary requirements for the development of the sector properly. "I can see clearly that the future of the Lebanese economy will depend mainly on the ICT and oil & gas sectors,» he said, adding that IT is at the core of priorities of the economic policies of the State as it can be seen from the various initiatives and schemes launched related to this sector. He cited the BDL Circular no 331 that stimulates investment, the efforts of the Ministry of Telecom through the deployment of the fiber optics network on a national scale, and the latest declaration by the Prime Minister Saad Hariri regarding the government's focus on this sector.

Choucair emphasided the space that communication field is giving to innovative startups and the importance of cooperation betwenn the Ministry and the Private sector to provide jobs to the young graduates.

Rizk invited the audience to attend the SmartEx exhibition in its second edition "after the success of its first edition, whether in terms of organization, participation,

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

visitors or deals". He thanked Minister Al Jarrah for sponsoring and attending the exhibition, which confirms his keenness and interest in developing this promising sector. He commended Chairman Choucair for his optimistic view of the national economy in 2018 and his emphasis on restoring Lebanon as a distinct economic center by promoting regional and international specialized exhibitions and conferences, and thanked him for hosting the launch of SmartEx 1 in 2017 and SmartEx2 in 2018 at the Chamber of Beirut & Mount Lebanon, the «House of the Lebanese Economy» that hosts and supports all the sectors. Rizk finally extended his thanks to Eng. Nabil Itani at the head of IDAL for providing its support to promising sectors, especially the IT sector.

Itani conveyed in his speech his satisfaction to see IDAL as a strategic partner in the launch of the Smartex Conference and Exhibition in its second edition. "This exhibition is an innovation platform that addresses the latest developments in security, information systems, automation, technology & communications industries," he said and hoped that the exhibition becomes an annual event and competes with specialized international conferences and exhibitions, especially since Lebanon has been and is still qualified to host events that have a positive impact on the countries of the region.

He proclaimed the ICT sector as a promising area for investment in Lebanon, and explained that according to a study carried out by IDAL, the sector has achieved

From Left to right: Elie Rizk, Rabih Sabra, Jamal Al Jarrah and Nabil Itani.

a compound cumulative growth rate of 7 percent between 2014 and 2016, at a time when the size of this sector is 436 million dollars. He also expressed his hope to see the efforts of the event's organizers and sponsors contribute to «increasing the attractiveness of the investment sector and restoring confidence in Lebanon's role in the Middle East and the world, as well as establishing its position as an attractive center for international conferences and exhibitions.»

In his speech, Minister Al Jarrah announced the creation of a fund to support small and medium businesses in the information technology sector, and pointed out that «this fund will provide all the needs of these companies to help them market their products if they can devise any new idea that can be marketed,» and added that the Ministry will be their partner to provide support and advice and all the information required to achieve success and progress.

The Minister spoke about the project's of the 'fiber optics network' that will move the country from one place to another because of the importance of communications in building a strong and competitive economy. He explained that the project estimated cost is 300 million dollars and announced that "within 10 days we will announce the winning companies" and that the fiber optics connections will be brought to the cabins, offices, and homes in different regions of Lebanon. He further added that Lebanon has been divided into 10 regions, and connections will be made at one time to benefit them equally and with the same momentum.

He also announced that on February 15, the ministry would be able to meet fixed-line requests and that the billing system and the safety net will be developed to suit new challenges, in addition to giving careful consideration for reduction of phone bills.

He finally congratulated the company «Mice Lebanon» on the success achieved at the Smartex exhibition in its first edition, hoping the second version will achieve the desired goals.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Customs Administration improving its performance

Building a true and effective partnership with the private sector.. Combating, smuggling, counterfeiting, corruption, and bribery... Protecting national security and national economy... These were the main topics of the dialogue-meeting held with the Director General of Customs Badri Daher at the invitation of the Chairman of the Federation of Lebanese Chambers, Chairman of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon, Mohamed Choucair.

The meeting was held on 10 January, 2018 at the headquarters of the Chamber in the presence of heads of economic associations and unions and a number of Customs officials and businessmen. It aimed at presenting the Customs' action plan to combat smuggling, corruption and bribery, protect national security and national economy, simplifying customs procedures and transactions, rationalizing and controlling expenses. The meeting also tackled the problems of the private sector, especially with regard to obstacles facing imports and exports, smuggling, counterfeiting and other.

In his welcoming speech, Choucair noted the special character of this meeting: «We used to organize meetings, forums and workshops on various matters at the Chamber of Beirut and Mount Lebanon, "Lebanon's economic house", but today the meeting has a special flavor because it concerns the Customs administration, which has a direct and significant impact on the state's finances, the businesses and the lives of the Lebanese, as well as the reputation of Lebanon and the national security.»

Choucair pointed out the clear will of the new Customs' administration to change its loose reality that is lagging behind progress. «We are pleased that this important administration has undertaken real reform steps since the appointment of the new Customs' director general in March 2017, who had clear imprints in record time with regard to modernizing the administration, especially in terms of automation, simplification and facilitation of transactions and most importantly through increased transparency to stop smuggling and other, as these steps are the most prominent demands of traders and industrialists,» he said.

After addressing the most prominent achievements of the new Customs' administration, Choucair proclaimed his support to the reform process in Customs with all possible means.

Then Daher thanked Choucair for «this unique and productive meeting that serves Lebanon» confirming that he is seeking to build a real partnership with the private sector to improve customs performance. He stressed that «today's meeting at the headquarters of the Beirut and Mount Lebanon Chamber should be a true and effective partnership between the two parties to build customs with a modern economic outlook that is contemporary and serves the economy».

He suggested holding meetings periodically to address all the matters that require resolution and follow-up to reach the desired goals.

Daher reiterated his openness to receiving all complaints «relating to transactions or to Customs officers that violate their duties.»

He then presented the Customs' development plan tackling issues related to human resource capacity building, corruption combating, centers and work places, equipment, materials and tools, increasing revenues and combating smuggling, the organizational aspects and customs procedures.

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Family Businesses: The road to succession

Diana Kobayter

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) organised on Thursday 11th January 2018 a conference presented by the renowned expert & speaker Mr. Reg Athawal, Chairman of RAW Group & TAO-Inc Family Office, and the Founding Partner & MD of RTS Global Partners, the leading family business advisory firm in Africa & the Middle East.

Reg Athawal is retained as a Global Trusted Executive Advisor by many large family-owned businesses and first generation entrepreneurial enterprises throughout the Africa, Middle East and Asia (AMEA) region. To date he has worked with 108 family businesses from 2 members to 53 members.

Under the theme "Building Family Legacy that Lasts Generations", founders & shareholders of large family-owned businesses in Lebanon, as well as second & third generations successors, with few fourth generation successors, have gathered to attend the conference and further learn about "passing the crown" while avoiding a crisis in the business transition from one generation to the next.

In his welcoming speech, Dr. Nabil Fahed, Vice Chairman of the CCIA-BML and CEO of Fahd Group, underlined Athawal's experience and success stories in addressing family business matters with regard to the opportunities and challenges that could face a family business and the insights that the audience will gain from these experiences.

Dr. Fahed also welcomed Mr. Nicolas Bou Khater, Chairman of the board of A.N.Boukather Holding and President of HEC alumni-Lebanon, and congratulated him for his success in managing the family business, and his own business, and thanked him for ensuring that Athawal is present today. On his part, Bou Khater commended Athawal's family business practices, stating that he has already started applying them by bringing his 6-year old son, who introduces himself as 'Business Imagination Assistant', to business meetings.

Athawal started his speech by defining family businesses - often confused with business families, and is based on the following main features:

- More than one family member owns or works in the business

- The business provides income for more than one family member
- Family members retain control of the business, either by playing prominent roles, or by maintaining voting control
- There is intent to keep the business within the family

Today, many business founders find difficulty to pass their businesses to the next generation who are unwilling to take the responsibility, or refuse "inherited jobs". Additionally, "maintaining tradition" is no longer the sacred path in today's marketplace where competition has highly increased, and the need for innovation, reinventing a product or concept, and digitalization are vital for survival and succession.

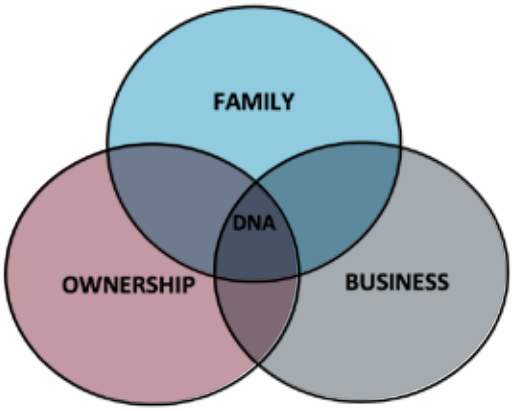
Athawal elaborated on the basics relevant to all first-generation entrepreneurs who are thinking about their next generation, combined with insights for well-established family firms that are in need to understand the pitfalls, legacy and emotional blockages preventing 97% of family business from lasting beyond 4th generation. Long lasting family businesses seem to operate on a set of agreed upon principles that pass from one generation to the next.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Legacy Blockage

1. Lack of Vision
2. Lack of Values
3. Lack of Unity
4. Lack of Love
5. Lack of Structure
6. Lack of Policies
7. Lack of Options
8. Lack of Innovation
9. Lack of Strategy
10. Lack of Talent



Emotional Blockages

1. Abuse
2. Blame
3. Confusion
4. Doubt
5. Ego
6. Frustration
7. Guilt
8. Hatred
9. Insecurity
10. Jealousy

Athawal also stressed on the importance of one's "DNA Profile" and how it impacts other family members, professional teams and the overall business.

In Lebanon, where around 80% of businesses are from the private sector – around 95 % of which are family-owned – keeping them strong and ensuring their succession is vital for the country's economy (Brooke Anderson, The Daily Star, August 2017).

This conference has provided a platform for some of the most renowned family businesses in Lebanon to meet and exchange ideas and recommendations on the future of their businesses. Athawal's remarkable speaking skills have kept the audience highly engaged in the discussions, and his personal success stories, case studies, extensive research and best practices have offered some executive advisory solutions to family owned businesses to drive their regeneration, transformation and succession paths.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• **GDP:** Economic growth rate achieved 1.9% in 2016, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at 51.8 billion USD, compared with a growth rate of 1.9% and total output of 50.9 billion USD in 2015.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI increased 4.14 % in November 2017 compared to the end of 2016. The CPI had increased by 2.11% in November 2016 compared to the end of 2015.

• **Balance of Payments:** In the first 11 months of 2017, the deficit of balance of payments reached -1.01 billion USD compared to a surplus of only 330 million USD in the same period of 2016.This is due financial engineering carried out by the Central Bank of Lebanon

• **Trade Balance:** The trade deficit reached 14.71 billion USD in the first 11 months of 2017, compared to 14.69 billion USD during the same period of 2016. Exports decreased by 5.13 % in the first 11 months of 2017 compared to the same period of 2016, while imports decreased by 0.69 %. This led to increase of 0.13 % in the deficit of trade balance.

• **Public Finance:** In the first 9 months of 2017, public expenditures decreased by 2.5 % compared to the same period of 2016, while revenues increased by 11.7%. Hence, the budget deficit decreased by 36.4 %. Primary surplus reached 1.62 billion USD in the first 9 months of 2017, from surplus reached 302.9 million USD in the first 9 months of 2016. This was caused by the increase of debt service by 5.6 % and total public revenues by 11.7%, in addition to the decrease of total public expenditures by 2.5 %. The Repayments of foreign debt principal has decreased by 3.4 %.
Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)
1.62 $ billion = 8.40$ billion – (10.41 $ billion – 3.50 $ billion – 0.13 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased from 74.53 billion USD In November 2016, to 79.34 billion USD in November 2017, an increase of 6.5 % over one year.

in billion US$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017*
10	Growth	2.80%	3.00%	4.80%	1.90%	1.90%	%1.00
11	GDP (in constant Prices 2012)	39.8	40.8	50.05	49.3	51.78	52.00
12	GDP (in current prices)	44.1	47.2	50	50.9	51.80	52.00
		Nov.2016	Nov.2017	2014	2015	2016	2017*
20.1	CPI - CAS	2.50%	4.14%	-0.71%	-3.40%	3.14%	-
20.2	CPI - CRI	1.14%	2.30%	-1.66%	1.37%	-0.50%	
21	M1	6.54	6.77	5.5	6	6.73	-
22	M2	54.11	51.95	48.67	52.15	54.66	-
23	M3	137.2	136.95	117.64	123.62	132.75	-
24	M4	137.2	144.31	124.55	130.92	139.91	-
26	Banks Assets	200.89	216.14	175.64	186	204.24	-
27	Banks Deposits - Private Sector	159.14	166.75	147.63	151.53	162.44	-
28	Banks Loans - Private Sector	50.68	53.42	45.36	48.04	51.02	-
30	Balance of Payment	0.33	-1.01	-1.41	-3.35	1.24	-
31	Current Account	-9.46	**-5.56	-11.6	-8.05	-9.8	-
32	Balance of Trade	-14.69	-14.71	-17.18	-15.12	-15.73	-
33	Imports	17.42	17.3	20.49	18.07	18.71	-
34	Exports	2.73	2.59	3.31	2.95	2.98	-
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	%20
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	-	47.60%	%47.60
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	-	2.91 Mn	2.94 Mn
		Sep.2016	Sep.2017	2014	2015	2016	2017*
51	State Budget Deficit	-3.15	-0.91	-3.07	-3.95	-4.94	5.23
52	Budget Revenues	7.52	8.40	10.88	9.58	9.92	11.24
53	Budget Expenditures	10.67	10.41	13.95	13.53	14.86	16.47
54	Public Debt	74.53	79.34	66.57	70.31	74.86	84.82
55	Debt Service	3.31	3.50	4.19	4.46	4.76	4.73
56	Total Primary (Deficit)/ Surplus	0.30	1.62	1.31	0.72	0.02	0.5
56	Total Primary (Deficit)/ Surplus	0.50	1.63	0.72	0.02	0.5	

** Estimates ** Till June 2017*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP
M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

**The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:**

LEBANESE TRAINING CENTER

USING SOCIAL MEDIA FOR BRAND AWARENESS

Trainer: Joe Karam – Managing Partner at Xpandable.

Date: February 10, 2018

Time: 9:00am - 1:00 pm

Cost: 220$ All Tax Included.

EMOTIONAL INTELLIGENCE @ WORKPLACE

Trainer: Mr. George Saab, HR Practitioner and Expert, MBA ESA, Senior Partner Knowledge

Date: February 13, 2018

Time: 9:00am - 3:00 pm

Cost: 230$ All Tax Included.

BUSINESS CHINESE LANGUAGE

Trainer: Mrs. Cindy ZHOU.

Date: Every Thursday starting February 15 till June 28, 2018 (Total of 40 h)

Time: 6:00pm-8:00pm

Cost: 500$ all tax included.

TYPES OF EMPLOYMENT CONTRACTS

Trainer: Mr. Adel Zebian

Date: February 17, 2018

Time: 9:00am-1:00pm

Cost: 100$ all tax included.

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

التصريح الأسمي السنوي والتسويات السنوية للضمان الاجتماعي

Trainer: Dr. Ghazi Kanso

Date: February 20, 2018

Time: 9:00am-1:00pm

Cost: 100$ all tax included.

THE INSURANCE POLICY OR CERTIFICATE IN DOCUMENTARY CREDIT

Trainer: Mr. Jack Saboungi

Date: February 26, 27&28, 2018

Time: 5:00pm-8:00pm

Cost: 375$ all tax included.

- The LTC offers a 15% discount for the Chamber members
- Free access to parking
- Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants
- The above dates subject to change without prior notice.

For more information/registration

T +961 01 353 190 **Call Center** 1314 ext 15

training@ccib.org.lb

ltc@ccib.org.lb

www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

CONFERENCES

AGROSUM 2018
Scope: Agriculture
Date: 01 – 04 March 2018
Location: Ankara - Turkey
Phone: 00905512436056
Email: info@alkazahcompany.com
Website: www.alkazahcompany.com

2nd World Agro-Industry Investment Forum
Scope: Agriculture
Date: 05 – 08 March 2018
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Website: http://isid.unido.org/aife2.html

Blockchain & Fintech 2018
Scope: Technology
Date: 13 – 14 March 2018
Location: Dead Sea- Jordan
Phone: 00962799141718
00962795991013
Email: suhair@afaqgroupadv.com
Website: www.meblockchain.net

Crans Montana Forum on Africa & South-South Cooperation
Scope: Global
Date: 15 – 20 March 2018
Location: Dakhla – Morocco
Phone: 0037797707000
Fax: 0037797707040
Email: info@montata30.org
Website: www.clubofports.org
www.africanwomenforum.org

African – European Investment and Business Conference 2018
Scope: Investment
Date: 21 – 22 March 2018
Location: Abuja - Nigeria
Venue: Nicon Luxury
Phone: 002348023784665
Email: pfc.ofoije@ficaeibc.com
Website: www.ficaeibc.com

Ukraine Renewable Energy, Power Infrastructure & Energy Efficiency Investors Conference
Scope: Renewable Energy & Power Infrastructure
Date: 28 March 2018
Location: Kiev - Russia
Phone: 003226621612
Email: info@euroconventionglobal.com

IMF 2018
Scope: Investment
Date: 09 – 11 April 2018
Location: Dubai – U.A.E.
Phone: 00971508009866
Email: info@aimcongress.com / doaa.mounir@aimcongress.com / aokaddora@economy.ae
Website: www.aimcongress.com

DETEX 2018
Scope: Detergents
Date: 10 – 11 April 2018
Location: Amman – Jordan
Venue: Le Royal Hotel
Phone: 00962 78 0000340
Email: p@detex.jo
Website: www.detex.jo

1st IMBEX- First Meeting of Olive Oil Buyers
Scope: Olive Oil
Date: 19 – 21 April 2018
Location: Greece
Venue: Epihotel Odysseas - Katakolo
Phone: 00302103647200 / 2621042190
Email: Vagalos@otenet.gr

Beirut International Property Fair: Property and Citizenship by Investment
Scope: Investment
Date: 23 – 25 April 2018
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Phoenicia Intercontinental Hotel
Email: emek@promoteam.me

BUSINESS OPPORTUNITIES

Riyada
Activity: Cheese
Location: Egypt
Phone: 00201001447570 / 0020224504415
Email: Alaa.eissa@riyada.net
Website: www.riyada.net

Ashry Steel
Activity: Steel
Location: Egypt
Phone: 0020227365937
Email: info@elashrysteel.com
Website: www.ashrysteel.com

Corona
Activity: Confectionery & Chocolate
Location: Egypt
Phone: 00201003366678
Email: Abdelrahman.tarek@corona-1919.com
Website: www.corona-1919.com

Electrocool Magyarország Kft.
Activity: Solar Panels
Location: Hungary
Phone: Dr. Károly Benes, Embassy of Hungary, +96 1 78862020
Email: karoly.benes@mfa.gov.hu
Website: www.electrocool.eu

Lamaplast A.E.
Activity: Mineral Water
Location: Greece
Phone: 00302310683490
Fax: 00302310683276
Email: info@lamaplast.gr
Website: www.lamaplast.gr

Zincometal
Activity: Steel/ConstructionSolar System/ Lighting
Location: Greece
Phone: 00302341075651/3
Fax: 00302341071734
Email: sales@zincometal.gr

HERBAVITA
Activity: Phytogenic Feed Supplements for Animals
Location: Belgium
Phone: 0032466135726
Email: faisal@herbavita.eu

Halal Med Direct
Activity: Medical Tourism Facilitator
Location: India
Phone: 00914448589677/ 00919940077753
Email: info@halalmeddirect.in
Website: www.halalmeddirect.in

Mart Overseas Ltd
Activity: Jute goods
Location: Bangladesh
Phone: +880 2 9843501 , 9843502
Email: info@martoverseas.com
Website: www.martoverseas.com

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

EXHIBITIONS

Easter Bazaar & Exhibition
Scope: General
Date: 10 March – 07 April 2018
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.com

7TH Edition of Security, Defense and Military Manufacturing
Scope: Security & Protection
Date: 10 – 13 March 2018
Location: Iraq
Phone: 009647702580895
009647806666661
Email: Falah.h@unfco.com / motahedairaq@unfco.com

16th International Trade & Industrial Machinery Fair (ITIF) Asia 2018
Industry: Power & Alternative Energy/ Machine & Hardware Tools/ Oil & Gas/ Auto Transport & Logistic / Dyestuff & Chemical/ Solar & Wind
Location: Karachi - Pakistan
Date: 13 – 15 March 2018
Phone: 00923353572280
Email: infor@itifasia.com

2nd International Education and Career Exhibition
Industry: Education & Career
Location: Zurich - Switzerland
Date: 14 – 15 March 2018
Phone: 0041 44 276 22 55
0041 44 276 22 98
Email: fhuseynli@ipdinstitute.ch
Website: www.novotel.com / http://www.ipdinstitute.ch/ZurichEduCaExpo-2018/

Agriculture Week
Industry: Agriculture
Location: Iraq
Date: 14 – 21 March 2018
Phone: 0096407708885609
07905984770
Email: exb.1997@yahoo.com / info@bg-iq.net

Al Basrah Shopping Festival
Industry: Global
Location: Al Basrah - Iraq
Date: 21 – 31 March 2018
Phone: 009647705282446
009647731379649
Email: pyramidsfaireg@gmail.com / Nawara.aldosri@gmail.com

African Business Opportunity & Investment Expo 2018
Industry: Investment
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Venue: Sheraton Addis
Date: 22 – 23 March 2018
Phone: 00251911235618
933004966/ 934240443
Email: organizer@africanbusinessopportunity.com/ kumneger@africanbusinessopportunity.com
Website: www.africanbusinessopportunity.com

Hardware + Tools Middle East
Industry: Technology
Location: Dubai – U.A.E.
Venue: Dubai International Convention & Exhibition Center
Date: 02 – 04 April 2018
Email: Hardware-tools@uae.messefrankfurt.com
Website: www.hardwaretoolsME.com

SuluExpo
Industry: Beauty
Location: Kazakhstan
Date: 05 – 07 April 2018
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

17th Azerbaijani International Exhibition on Tourism & Travelling- AITF
Industry: Tourism & Travelling
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 05 – 07 April 2018
Phone: 00994124041000
Email: office@iteca.az
Website: www.kazexpo.kz

HOREX Caucasus
Industry: Hotels, Restaurants & Supermarkets
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 05 – 07 April 2018
Phone: 00994124041000
Email: office@iteca.az
Website: www.kazexpo.kz

ARU
Industry: Jewelry
Location: Kazakhstan
Date: 05 – 08 April 2018
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

AFRIBAT 2018
Scope: Construction
Date: 17 -22 April 2018
Location: Cameroun - Africa
Phone: 0021674296120
Fax: 0021674296121
Email: contact@salonafribat.com
Website: www.salonafribat.com

Construction Exhibition
Scope: construction
Date: 19- 23 April 2018
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.com

SmartEx Exhibition 2018
Industry: Security / MIS / Automation / Retail / Telecom
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Forum De Beyrouth
Date: 25 – 28 April 2018
Phone: 0096170565410
Email: info@mews.me
Website: www.mews.me

Expo Halal Spain 2018
Industry: Food
Location: Madrid – Spain
Venue: IFEMA Madrid
Date: 26 – 27 April 2018
Phone: 0034662370301 / 0034600476476
Email: info@ambarconnect.com / karine@ambarconnect.com
Website: www.expohalal.com

4th Industry for Developments Specialized Trade Fair
Scope: General
Date: 27 April – 01 May 2018
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.com

China International Import Expo
Industry: Global
Location: China
Venue: National Exhibition and Convention Center (Shanghai)
Date: 05 – 10 November 2018
Phone: 00862167008870 / 67008988
Fax: 00862167008811
Email: lb@mofcom.gov.cn/ info@sinoexpo.cc
Website: www.shanghaiexpo.org.cn/exhiApply.jspx

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان